
ECONOMIE GENEVOISE 85-86

Rétrospective 1985 et perspectives pour 1986

A partir des informations disponibles au SCS

SOMMAIRE		PAGE
0.	Résumé (pages roses)	I à IV
1.	Population et emploi	
1.1	Population résidente	2
1.2	Emploi	6
1.3	Marché du travail	10
2.	Production	
2.1	Agriculture	14
2.2	Industrie	16
2.3	Commerce extérieur	20
2.4	Construction	22
2.5	Commerce de détail	24
2.6	Banques	25
2.7	Hôtellerie	26
2.8	Secteur international	28
3.	Consommation	
3.1	Electricité	32
3.2	Automobiles	34
3.3	Trafic aérien	36
3.4	Logements inoccupés, nouvelles demandes de logements et locaux commerciaux vacants	38
3.5	Prix à la consommation	40
3.6	Salaires et mouvement de fonds des CCP	42

RETROSPECTIVE 1985 ET PERSPECTIVES POUR 1986

RESUME DU RAPPORT¹⁾**EN BREF**

- 1985 A l'image de celui de la Suisse, le bilan économique du canton - tel qu'on peut le dresser à partir des données statistiques disponibles - est très positif. La conjoncture s'est améliorée dans l'industrie; le commerce extérieur, sans atteindre les sommets de 1984, enregistre d'excellents résultats; bons résultats pour l'aéroport et pour l'hôtellerie; un accroissement démographique plus modéré coïncide avec une production accrue de logements neufs; sur le marché de l'emploi, la baisse sensible du chômage s'accompagne d'une augmentation des offres d'emploi; la masse des salaires versés par les entreprises du canton continue de s'accroître à un taux largement supérieur à celui de l'inflation.
- 1986 Les divers pronostics concordent : la Suisse, et Genève en particulier, devraient encore bénéficier en 1986 d'un environnement socio-économique très favorable.

1. POPULATION ET EMPLOI**1.1 POPULATION RESIDENTE (chiffres annuels)**

- 1985 A fin décembre, le canton compte 358 340 habitants. Augmentation annuelle : + 1 261 personnes, la plus faible depuis 1977 (+ 916), nettement inférieure à celle de 1984 (+ 3 539) et, surtout, 1982 (+ 4 926). Ralentissement dû à une chute du gain migratoire, l'excédent des arrivées sur les départs tombant de 3 189 en 1984 à 883 en 1985. Chute plus marquée chez les Suisses (perte migratoire de 1 274, dont 1 096 actifs) que chez les étrangers (gain de 2 157).

		1984	1985
Mouvement naturel	: naissances	3 479	3 648
	décès	3 129	3 270
	gain (naissances-décès)	350	378
Mouvement migratoire	: arrivées	28 630	27 905
	départs	25 441	27 022
	gain (arrivées-départs)	3 189	883
Gain total	:	3 539	1 261

- 1986 L'évolution de la population du canton dépend essentiellement des migrations. Vu l'instabilité de celles-ci, pronostic difficile. Croissance annuelle probablement comprise entre 1 000 et 3 000.

1.2 EMPLOI

- 1985 **Nombre d'emplois** (situation au 3ème trimestre)

Sur la base de l'indice de l'emploi OFIAMI, le nombre d'emplois, estimé par le SCS a diminué de 500 entre le 3e trimestre 1984 et le 3e trimestre 1985. Il avait augmenté de 1 300 entre 1983 et 1984 et de 3 000 entre 1982 et 1983. Cette évolution paraît d'autant plus surprenante que deux autres indices calculés par l'OFIAMI - indice du degré d'occupation et indice des perspectives d'occupation - continuent d'évoluer très favorablement. Par secteur économique, c'est un ralentissement marqué de l'expansion de l'emploi dans le secteur tertiaire (+ 1 200 en 1984-85, contre 3 300 un an auparavant), qui est à l'origine de ce retournement. L'évolution des mouvements migratoires d'actifs d'origine suisse (voir ci-dessus) ne suffit pas à expliquer ce retournement. Pas d'autre explication pour le moment.

- 1986 Le nombre d'emplois devrait augmenter dans le canton.

1) La numérotation du résumé correspond à celle des chapitres du rapport.

1985 **Main-d'oeuvre étrangère** (situation à fin août)

Forte augmentation du nombre des travailleurs étrangers : + 3 018 en 1984-85, contre 1 700-1 800 durant les deux périodes précédentes (1983-84 et 1982-83). Toutes les catégories de permis participent à cette augmentation : + 1 589 travailleurs sous permis B ou C ("résidents"); + 778 frontaliers; + 375 exempts; + 276 saisonniers. Pas de données statistiques sur la main-d'oeuvre d'origine suisse, mais l'évolution surprenante de l'indice de l'emploi OFIAMT (voir ci-dessus), qui se traduit par une perte globale de 500 emplois, ne pourrait s'expliquer que par une diminution importante de population active d'origine suisse. La perte migratoire enregistrée en 1985 (- 1 096 actifs d'origine suisse : voir ci-dessus) ne résoud qu'en partie cette contradiction.

1986 Depuis 1979, la croissance annuelle de la main-d'oeuvre étrangère n'a jamais été inférieure à 1 700 ! Donc ...

1.3 **MARCHE DU TRAVAIL** (chiffres à fin décembre)

1985 Sensible amélioration : depuis juin 1985, le nombre total de chômeurs est resté inférieur à 2 000. 1 946 chômeurs à fin décembre, contre 2 526 un an auparavant. Parallèlement, augmentation des offres d'emploi, qui passent de 1 456 à 1 614.

1986 Tous les pronostiqueurs envisagent une diminution du chômage en Suisse, malgré son faible niveau, comparativement aux pays voisins. Toutefois, un certain seuil de chômage structurel et résiduel est inévitable. Ce seuil est-il très inférieur aux valeurs actuelles ?

2. PRODUCTION

2.1 **AGRICULTURE** (ensemble de l'année)

1985 **Météo** : conditions extrêmes, souvent hors des normes, mais année satisfaisante pour la production agricole.

Viticulture : récolte excellente en quantité (14,8 millions de litres, contre 13,0 en 1984) comme en qualité.

Céréales : encore une très bonne récolte de céréales panifiables (blé et seigle) : 21 800 tonnes, contre 22 500 en 1984 (année record).

Colza : 3 620 tonnes, production inférieure à celle de 1984 (3 776 tonnes) en raison des mauvaises conditions météorologiques du printemps.

Cultures fruitières : elles aussi affectées par les conditions météorologiques, elles n'ont pas dépassé les 60 % d'une récolte normale. Pourtant, qualité supérieure à la moyenne.

2.2 **INDUSTRIE** (résultats du test conjoncturel, chiffres au 4e trimestre)

1985 Amélioration du climat conjoncturel, mais la marche des affaires est jugée moins favorablement à Genève que dans l'ensemble du pays. Appréciations relatives aux entrées de commandes et à la production plus favorables que celles relatives aux carnets de commande (trop peu garnis) et aux stocks de produits finis (trop importants). Par branches :

alimentation, boissons, tabacs : léger ralentissement;

arts graphiques : situation bonne en moyenne, malgré un fléchissement en fin d'année;

industrie chimique : ralentissement, puis reprise;

métallurgie : encore de bons résultats, un peu inférieurs à ceux de 1984; emplois en progression;

machines et appareils : amélioration de la demande, mais stocks encore trop élevés et carnets de commande trop peu garnis;

horlogerie, bijouterie : dans l'ensemble, amélioration, mais emploi en baisse.

1986 Optimisme des chefs d'entreprise genevois.

2.3 COMMERCE EXTERIEUR (résultats en valeur, chiffres annuels)

- 1985 Après l'extraordinaire croissance de 1984, repli des importations (- 8,7 %) et des exportations (- 3,3 %), qui restent toutefois nettement plus fortes qu'avant 1984. Selon la nature des marchandises importées, forte baisse des pierres gemmes et de la bijouterie mais hausse pour les produits agricoles, les textiles et l'habillement. Marchandises exportées : à l'exception de la bijouterie, hausse des ventes à l'étranger pour les produits des principales industries du canton.
- 1986 Pas d'éléments de prévision pour Genève. Sur le plan suisse, on prévoit un léger ralentissement des importations comme des exportations.

2.4 CONSTRUCTION (ensemble de l'année)

- 1985 **Activité générale dans le bâtiment** : le coût prévu des bâtiments mis en chantier augmente fortement (+ 22,1 %), plus fortement pour les bâtiments avec logements (+ 25,4 %) que pour ceux sans logement (+ 19,0 %).

Logements neufs : forte augmentation du nombre de logements mis en chantier (2 333 en 1985, contre 2 084 en 1984) et de celui des logements achevés et mis sur le marché (2 146 en 1985, contre 1 787 en 1984). Mais requêtes et autorisations sont en recul par rapport à 1984 et 1983.

- 1986 L'activité devrait encore être satisfaisante, compte tenu de l'évolution favorable des ouvertures de chantier.

2.5 COMMERCE DE DETAIL (ensemble de l'année, mais pas de données chiffrées)

- 1985 Conditions qualifiées de "bonnes" à l'échelle nationale. A Genève, l'apport étranger, notamment dans le commerce de luxe, reste bénéfique.
- 1986 Le pouvoir d'achat des ménages devrait progresser et favoriser ainsi la consommation privée.

2.6 BANQUES (ensemble de l'année, mais pas de données chiffrées)

- 1985 Excellents résultats; demande indigène stimulée par le crédit hypothécaire.
- 1986 Les atouts fondamentaux de la Suisse ne semblent pas particulièrement menacés; un changement important paraît peu probable.

2.7 HOTELLERIE (janvier à octobre)

- 1985 Très légère baisse du nombre des nuitées (- 0,6 %), alors qu'une hausse de 1,5 % est enregistrée sur le plan suisse. Mais les 2,302 millions de nuitées entre janvier et octobre restent proches du record de 1971 (2,319 millions). La demande indigène (- 9,9 %) est à l'origine de la baisse, alors que la demande étrangère progresse encore (+ 1,1 %).
- 1986 Vraisemblablement, stabilisation au (haut) niveau actuel. Un atout pour Genève : la diversification de la demande.

2.8 SECTEUR INTERNATIONAL

- 1985 **Emplois** (enquête d'avril) : les 15 organisations gouvernementales (OIG), les missions permanentes et les 10 principales organisations non gouvernementales (OING) totalisent environ 21 000 emplois. Progression annuelle modérée (+ 0,6 % en 1984-85). En cinq ans (1980-85), croissance de 6,5 %. Les 15 OIG (15 176 emplois en 1985) enregistrent une croissance annuelle de 0,8 %.
- 1984 **Dépenses** : elles s'élèvent à 2 176 milliards de francs, en hausse de 3,4 % (valeur nominale); léger fléchissement en termes réels (- 0,3 %).
- 1984 **Réunions Internationales** : stabilité des réunions et conférences internationales, mais nombre de délégués en progression : + 6,6 % pour les OIG et + 6,9 % pour les OING.
- 85-86 **Emplois** : stabilité; **dépenses** : augmentation; **réunions** : stabilité.

3. CONSOMMATION

3.1 ELECTRICITE (chiffres annuels)

1985 La consommation s'est accrue de 4,7 % (4,4 % en 1984), soit l'équivalent de deux semaines supplémentaires. Dans l'industrie, taux de croissance de la consommation de 2,9 % entre janvier et septembre, contre 0,3 % en 1984. Un rappel : la production locale ne recouvre que 37,5 % des besoins du canton.

1986 Pas d'élément de prévision.

3.2 AUTOMOBILES (janvier à octobre)

1985 Le nombre de voitures neuves mises en circulation à Genève est en baisse depuis 1983. Toutefois, repli moins marqué en 1985 (- 0,7 % pour les neufs premiers mois) qu'en 1984 (- 4,7 %). Par pays, à relever la forte progression des voitures françaises (+ 16,4 %) et le recul des Italiennes (- 12,9 %).

1986 Pas d'élément de prévision.

3.3 TRAFIC AERIEN (chiffres annuels)

1985 **Passagers** : évolution positive; pour la première fois, la barre des cinq millions de passagers a été franchie. Taux d'augmentation de 4,9 %, contre 3,5 % en 1984. Taux de croissance des vols non réguliers (charter, taxi) supérieur à celui des vols réguliers : 6,9 % contre 4,6 %; celui des compagnies étrangères supérieur à celui des compagnies suisses : 7,1 % contre 2,9 %.

Fret et poste : croissance moins forte : 2,5 % contre 15,6 % en 1984.

1986 Les prévisions de l'aéroport tablent sur une hausse du nombre des passagers d'environ 4,5 %.

3.4 LOGEMENTS INOCCUPES, DEMANDE DE LOGEMENTS, LOCAUX COMMERCIAUX VACANTS

1985 **Logements inoccupés** (enquête annuelle au 1er juin)

Le nombre de logements inoccupés - vides ou vacants - reste compris entre 1 100 et 1 300 depuis cinq ans. Légère augmentation entre 1984 et 1985 (+ 49), résultant d'une diminution des vacants (- 67) et d'une hausse des vides (+ 116). Les 387 logements vacants (dont 34 meublés) se traduisent par un taux de vacance - très faible - de 0,22 %.

Demande de logements connus de l'office du logement social (ensemble de l'année)

Demandes en augmentation, passant de 3 063 en 1983 et 3 550 en 1984 à 3 758 en 1985. Les 3 et 4 pièces (environ les trois quarts du total) toujours les plus demandés.

Locaux commerciaux vacants (enquête annuelle au 1er juin)

Après une diminution continue de 1979 (36 400 m²) à 1984 (11 000 m²), légère augmentation en 1985 (13 500 m²).

1986 Peu de changements à attendre. La demande continuera d'être forte, alors que les logements vacants resteront peu nombreux.

3.5 PRIX A LA CONSOMMATION

1985 Taux annuel de renchérissement : + 4,3 %, plus marqué qu'en 1983 (+ 3,1 %) et 1984 (+ 3,2 %), mais dans la moyenne des cinq dernières années (+ 4,3 %). Les hausses les plus fortes portent sur l'instruction et les loisirs (+ 6,1 %) et les loyers (+ 5,7 %). Comme lors des années précédentes, les prix des marchandises importées progressent moins vite (+ 3,1 %) que ceux des biens et services indigènes (+ 4,7 %).

1986 Pronostic SCS : + 2,6 % à + 3,4 %.

3.6 SALAIRES ET MOUVEMENT DE FONDS DES CCP

1985 **Salaires** (chiffres annuels)

Les chiffres des neufs premiers mois laissent prévoir, pour 1985, un taux de croissance annuelle de la masse salariale versée par les entreprises du canton de 7,5 % environ; chiffre légèrement supérieur à celui de 1984 (7,0 %), mais inférieur à la moyenne 1980-1983 (9,5 %).

1986 Croissance de l'ordre de 4,5 % à 5,5 % sur le plan suisse.

1985 **Mouvement de fonds des CCP** (chiffres annuels)

Croissance de 7,6 % (7,1 % il y a un an).

1986 Croissance continuant de se situer autour de 7,5 % - 8,0 %.

Service cantonal de statistique (SCS)

ECONOMIE GENEVOISE 85-86

Rétrospective 1985 et perspectives pour 1986

A partir des informations disponibles au SCS

RAPPORT COMPLET

SCS/03.02.86

1. POPULATION ET EMPLOI

1.1 POPULATION RESIDENTE

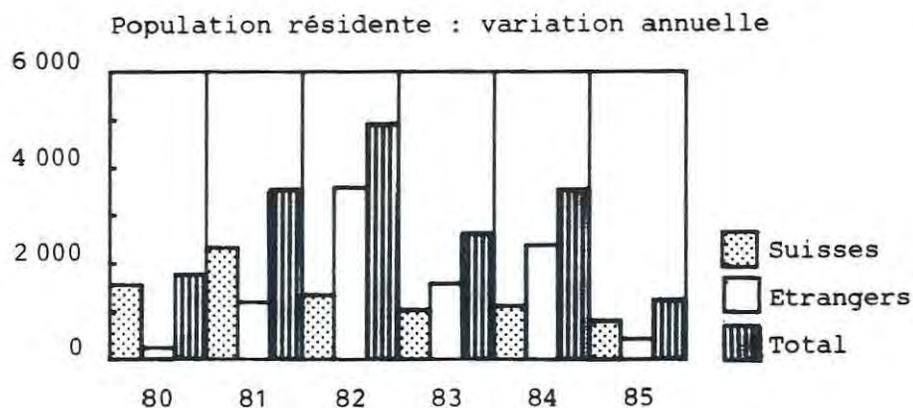
Population résidente selon l'origine

	Chiffres au 31 décembre			Variation annuelle		
	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total
1980	235 124	107 315	342 439	1 551	234	1 785
1981	237 457	108 520	345 977	2 333	1 205	3 538
1982	238 809	112 094	350 903	1 352	3 574	4 926
1983	239 839	113 701	353 540	1 030	1 607	2 637
1984	240 984	116 095	357 079	1 145	2 394	3 539
1985	241 805	116 535	358 340	821	440	1 261

Mouvement naturel selon l'origine

	Naissances			Décès			Gain
	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total	
1980	2 270	1 219	3 489	2 643	544	3 187	- 373
1981 ¹⁾	2 191	1 168	3 359	2 506	491	2 997	- 315
1982	2 323	1 259	3 582	2 664	459	3 123	- 341
1983	2 231	1 229	3 460	2 528	493	3 021	- 297
1984	2 284	1 195	3 479	2 613	516	3 129	- 329
1985	2 385	1 263	3 648	2 765	505	3 270	- 380

1) L'état civil 1981 est notablement inférieur à la réalité par défaut d'enregistrement.



1.1 POPULATION RESIDENTE

Population résidente selon l'origine

1985 Au 31.12.85, la population résidente nette du canton (sans saisonniers)¹⁾ s'élève à 358 340. La variation annuelle, du 1er janvier au 31 décembre, est de + 1 261 personnes.

L'évolution de la population du canton se caractérise par des variations de forte amplitude d'une année à l'autre. Malgré celles-ci, en grande partie aléatoires, ou, du moins, peu prévisibles à travers la seule observation statistique, l'augmentation 1985 (+ 1 261) semble confirmer un ralentissement du gain annuel. Ce dernier se situait à environ 0,5 % de la population totale du canton en 1979-1980; il était remonté à plus de 1 % en 1981-1982; il a amorcé une réduction dès 1983 et il se fixe, pour l'année 1985, à 0,35 %. Il est intéressant de rappeler, à titre de référence, qu'au début des années 1960, le taux d'accroissement annuel s'élevait entre 3 et 4 %.

La répartition de la population résidente selon l'origine, quelle que soit l'intensité de la variation annuelle, se caractérise par une remarquable stabilité. Elle se maintient dans les proportions de 2/3 de Suisses et de 1/3 d'étrangers.

1986 Les chiffres de 1985 semblent confirmer la stabilisation amorcée en 1983 qui pouvait paraître accidentelle au vu des résultats de 1984. 1986 devrait, en principe, voir la population du canton augmenter dans une marge de 1 000-3 000 personnes.

Il faut garder à l'esprit que l'évolution de la population résidente du canton est avant tout dépendante des migrations (immigrés-émigrés), le mouvement naturel (naissances-décès) n'intervenant que pour une part marginale. Il est prudent, dans toute tentative de prévision à court terme, de ne pas oublier que les flux migratoires sont soumis à des facteurs économiques et politiques difficilement prévisibles.

Mouvement naturel selon l'origine

1985 Le gain naturel du canton (naissances-décès), en baisse régulière depuis la fin de la période de forte natalité des années 60 (4 500 à 4 800 naissances par an) paraît se stabiliser entre 350 et 450²⁾. Les naissances semblent avoir atteint leur niveau le plus bas ces dernières années, et, sans présumer de l'avenir, devraient en tous cas se maintenir aux environs de 3 500, sinon augmenter à nouveau (1985 : 3 648). Les décès, malgré le vieillissement de la population du canton, se situent régulièrement entre 3 100 et 3 300 par an.

1986 Sans renouvellement massif de la population du canton par un apport extérieur (migrations) ou reprise extraordinaire, imprévisible et peu probable, de la fécondité à court terme, le mouvement naturel du canton devrait se maintenir, pendant quelques années encore, à son niveau actuel, ou du moins peu s'en éloigner.

1) Déduction faite aussi des 313 saisonniers résiduels (chiffre de l'Office cantonal de l'emploi), dont le permis est à cheval sur deux années.

2) Bien que, vraisemblablement, légèrement sous-estimé, en raison de difficultés techniques de calcul des chiffres cantonaux (SCS).

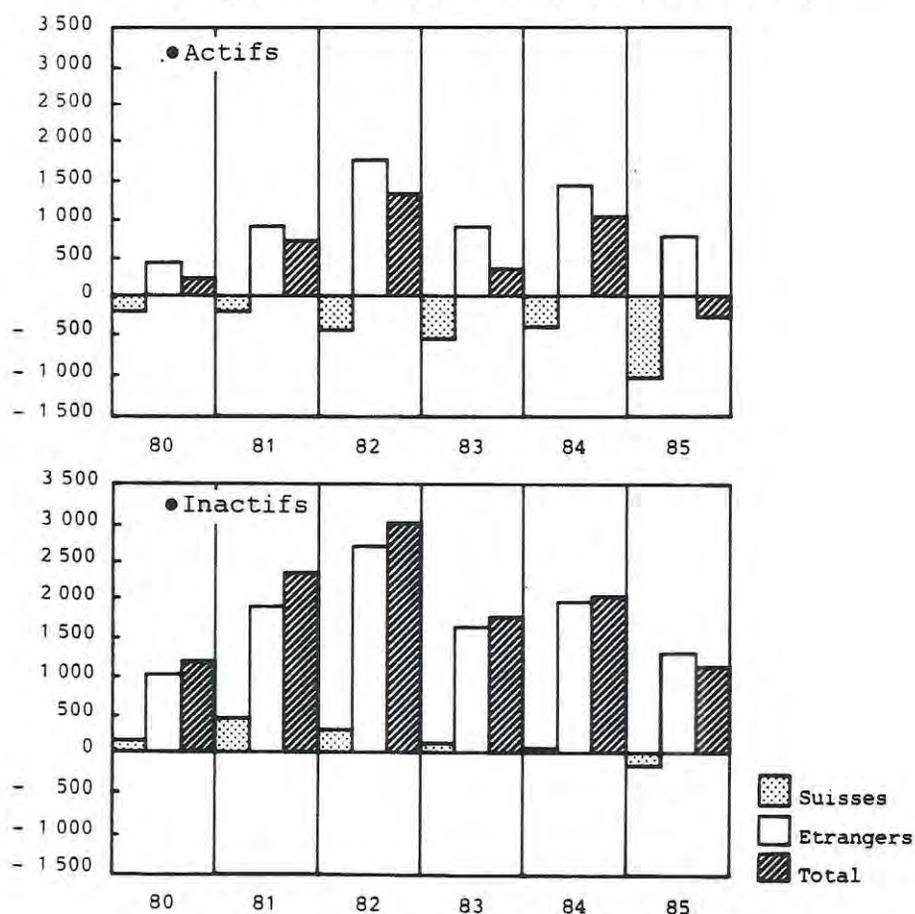
Gain migratoire selon l'origine et changements d'origine

	Gain migratoire			Changements d'origine			
	Suisses	Etrangers	Total	Par mariage	Naturalisation, réintégration, option	Par gains divers	
							Total
1980	- 37	1 520	1 483	439	1 206	316	1 961
1981	266	2 910	3 176	449	1 446	484	2 379
1982	- 139	4 606	4 467	479	1 286	67	1 832
1983	- 430	2 628	2 198	456	1 271	30	1 757
1984	- 332	3 521	3 189	559	1 221	25	1 805
1985	- 1 274	2 157	883	519	1 428	528	2 475

Gain migratoire selon l'activité

	Inactifs			Actifs		
	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total
1980	171	1 057	1 228	- 208	463	255
1981	468	1 958	2 426	- 202	952	750
1982	310	2 770	3 080	- 449	1 835	1 386
1983	137	1 686	1 823	- 567	942	375
1984	73	2 028	2 101	- 405	1 493	1 088
1985	- 178	1 343	1 165	- 1 096	814	- 282

Gain migratoire selon l'activité et l'origine



Gain migratoire selon l'origine

1985 Le gain migratoire 1985 (883) suscite un intérêt particulier pour deux raisons. Tout d'abord, il semble confirmer le net ralentissement amorcé en 1983 (2 198) qui faisait suite à la vague inflationniste de population des années 1981-82. Mais 1984 infirmait cette tendance et voyait même le solde migratoire revenir au niveau de 1981 (3 176). L'année 1985 marque donc un nouveau ralentissement de l'expansion démographique. Il faut toutefois être prudent dans l'interprétation des mouvements migratoires du canton, étant donné les écarts que peuvent leur conférer annuellement des événements extra-démographiques, telle la conjoncture économique et politique.

Le deuxième aspect particulier du solde migratoire 1985 est la perte massive de population **suisse** (- 1 274). L'importance subite de ce phénomène, du point de vue quantitatif (les pertes migratoires annuelles les plus élevées de population d'origine suisse de ces trente-cinq dernières années se situent aux environs de 500), pose une question nouvelle : ne s'agit-il que d'une variation ponctuelle, ou l'ampleur étonnante de ce reflux laisse-t-elle présager des changements structurels plus profonds ?

Le gain migratoire **étranger** se place quant à lui un peu au-dessous de la moyenne de ces cinq dernières années. Il se monte à 2 157, dont plus de la moitié, selon d'autres sources¹⁾, serait la conséquence de regroupements familiaux de travailleurs étrangers, principalement portugais. Ces derniers forment, en effet, le 85 % du gain migratoire étranger 1985.

1986 Le niveau global du solde migratoire devrait, selon toute probabilité, se maintenir au-dessous de celui de la période 1981-82, même si l'on peut considérer le gain 1985 comme exceptionnellement bas, compte tenu de l'amplitude des variations annuelles. Quant à la chute du gain migratoire suisse, il est raisonnable d'en attendre confirmation pour en tirer quelques conclusions pour l'avenir.

Changements d'origine

1985 Cette année, les changements d'origine, sans diverger notablement de la moyenne des deux mille annuels, se caractérisent par une hausse qui les place plus près des années fortes 1979-81. Il n'existe actuellement aucune raison particulière qui pourrait expliquer ces variations périodiques.

1986 Stabilité.

Gain migratoire selon l'activité

1985 Le gain migratoire selon l'activité confirme l'orientation nouvelle constatée lors de l'examen du solde total et par origine. En effet, près des deux tiers du **gain étranger** sont composés de personnes n'exerçant pas d'activité professionnelle (1 343 inactifs). Cette constatation recoupe donc celle des regroupements familiaux. D'autre part, le gain d'actifs (814), très nettement inférieur à celui de 1984 (1 493), apporte la preuve d'une tendance à la stabilisation. Le solde négatif, exceptionnellement élevé, des actifs **suisses** (- 1 096), s'il se poursuit, pourrait être l'indice de perturbations plus larges dont il faudrait rechercher les fondements plutôt dans le domaine économique, et de l'emploi en particulier.

1986 L'évolution annuelle de la population du canton est essentiellement influencée par les migrations. Ces dernières sont elles-mêmes dépendantes de l'évolution économique générale du canton et de ses voisins. La statistique démographique ne fait qu'enregistrer au niveau de la population des effets dont les causes sont à rechercher ailleurs. On se bornera donc à constater ici une tendance à la stabilisation de la population, à mettre en relation avec des phénomènes concomitants tant dans le domaine de l'emploi que du marché du logement.

1) Office fédéral des étrangers (OFE).

1.2 EMPLOI

Indices de l'emploi et indices appréciatifs

Situation au 3^e trimestre

	Indice de l'emploi ¹⁾						Indices appréciatifs ²⁾	
	Total		dont sect. second.		dont sect. tertiaire		de la situation	des perspectives d'occupation
	Indice	Variation ann. en %	Indice	Variation ann. en %	Indice	Variation ann. en %		
1982	98,8	*	92,4	*	101,8	*	119	119
1983	100,1	1,4	91,3	- 1,2	104,5	2,6	123	122
1984	100,4	0,2	88,1	- 3,5	106,3	1,8	128	122
1985	100,0	- 0,3	85,7	- 2,8	107,1	0,7	130	125

1) Source : OFIAMT. Base : 3^e trimestre 1981 = 100.

2) Source : OFIAMT. 150 = bon, 100 = satisfaisant ou incertain, 50 = mauvais.

Emplois à plein temps et temps partiel

	Secteur secondaire						Secteur tertiaire	Total
	Secteur primaire	Industrie et métiers	Construction	Autres ¹⁾	Total			
Effectifs								
1975 ²⁾	4 043	39 493	12 396	3 050	54 939	142 264	201 246	
1980 ³⁾	2 807	*	*	*	48 154	164 974	215 935	
1982 ⁴⁾	4 035	37 095	12 278	2 289	51 662	168 193	223 890	
1983 ⁵⁾	3 797	36 460	12 309	2 277	51 046	172 034	226 877	
1984 ⁵⁾	3 652	35 593	11 349	2 243	49 185	175 322	228 159	
1985 ⁵⁾	3 388	34 983	10 502	2 272	47 757	176 547	227 692	
Variations								
1975-80	- 1 236	*	*	*	- 6 785	22 710	14 689	
1980-82	1 228	*	*	*	3 508	3 219	7 955	
1975-82	- 8	- 2 398	- 118	- 761	- 3 277	25 929	22 644	
1982-83	- 238	- 635	31	- 12	- 616	3 841	2 987	
1983-84	- 145	- 867	- 960	- 34	- 1 861	3 288	1 282	
1984-85	- 264	- 610	- 847	29	- 1 428	1 225	- 467	

1) Economie énergétique, protection de l'environnement, carrières. 2) Recensement fédéral des entreprises (sept.). 3) Recensement fédéral de la population (déc.). 4) Enquête cantonale sur l'emploi (sept.). 5) D'après l'indice de l'emploi de l'OFIAMT régionalisé, par branche économique, au 3^e trimestre. Il convient d'utiliser ces résultats avec réserves (voir remarques à ce sujet en page 7).

1.2 EMPLOI

1985 Indice de l'emploi

Selon l'OFIAMT, l'indice de l'emploi dans le canton de Genève atteint 100,0 points à la fin du 3e trimestre 1985, contre 100,4 points à la fin de la période correspondante de 1984, d'où une diminution de 0,3 %. Cette baisse fait suite à celle observée à fin juin (- 0,2 % en un an), cette dernière mettant fin à deux années de croissance du niveau de l'emploi dans le canton.

Dans l'ensemble du pays, le taux d'accroissement de l'indice de l'emploi s'élève à 0,9 % en un an : les faibles baisses observées dans 6 cantons (entre - 0,0 % et - 0,4 %) sont contrebalancées par des hausses supérieures à la moyenne suisse, en particulier dans les cantons d'Uri (+ 2,5 %), de Fribourg (+ 2,2 %), du Jura (+ 1,9 %) et de Soleure (+ 1,8 %).

L'indice appréciatif de la situation (ou du degré d'occupation) s'inscrit à 130 points dans le canton (+ 2 points en un an); seul Zurich (134) et Zoug (132) obtiennent de meilleures valeurs. La moyenne suisse est de 128 (+ 4); l'indice le plus faible provient du canton de Nidwald (116).

L'indice des perspectives d'occupation s'élève à 125 points dans le canton (+ 3 points). Les valeurs extrêmes proviennent du Jura et du Tessin (111) d'une part, de Zurich (128) d'autre part. La moyenne suisse s'établit à 122 (+ 4).

Nombre d'emplois¹⁾

Selon le SCS, le nombre total d'emplois offerts par l'économie genevoise s'élève à 227 700 à fin septembre, soit une perte d'environ 500 postes de travail en un an : - 1 700 personnes occupées dans les secteurs primaire et secondaire, + 1 200 dans le secteur tertiaire.

Les résultats à fin septembre confirment le ralentissement du taux de croissance observé lors des six premiers mois de l'année dans le secteur tertiaire. Pour 1984, l'augmentation moyenne de l'emploi dans ce secteur est estimée à 4 100; calculée sur la base des 3 premiers trimestres de 1985, la progression n'est que de 1 500 en un an. Un mouvement inverse intervient dans le secteur secondaire. Le recul annuel de l'emploi est estimé à 1 200 sur la base des 9 premiers mois de 1985, contre une baisse moyenne de 1 800 en 1984.

Dans le rapport sur l'économie genevoise publié en 1985, il était fait mention des imperfections de l'indice de l'OFIAMT, dont les résultats sont en contradiction avec d'autres sources d'information. Cette remarque peut être reprise cette année. En effet, la diminution de l'emploi, estimée à 500 entre septembre 1984 et septembre 1985, n'est confirmée ni par l'augmentation de la main-d'oeuvre étrangère dans le canton (+ 2 300 en un an, sans les exempts), ni par le recul du chômage (- 300), seule la perte migratoire d'actifs suisses (- 1 100) fournit une explication partielle aux résultats de l'OFIAMT.

1986 L'emploi devrait augmenter.

1) L'estimation du nombre d'emplois à plein temps et à temps partiel dans le canton est faite en prenant comme base les résultats de l'enquête sur l'emploi menée par le SCS en septembre 1982 et en utilisant ensuite les indices de l'emploi par branche de l'OFIAMT pour Genève. A défaut d'un indice spécifique pour le secteur primaire, on applique à l'ensemble de ce secteur l'indice de l'horticulture. Le secteur international n'étant pas pris en compte par l'OFIAMT, on recourt aux résultats de l'enquête annuelle du SCS sur ce secteur d'activité.

Main-d'oeuvre étrangère selon le type de permis

	Genre de permis					Totaux		
	Etablis- sement	Annuel	Exempt	Saisonnier	Frontalier	Total général	Total sans exempt	Sous contrôle ¹⁾
Effectifs en août								
1980	40 117	11 689	11 817	6 140	20 329 ²⁾	90 092	78 275	38 158
1981	40 727	12 126	12 078	7 259	22 066	94 256	82 178	41 451
1982	42 201	12 506	12 627	7 492	23 202	98 028	85 401	43 200
1983	43 582	12 695	12 803	7 246 ³⁾	23 480	99 806	87 003	43 421
1984	44 664	13 054	12 826	7 304	23 664	101 512	88 686	44 022
1985	45 362	13 945	13 221	7 580	24 442	104 550	91 329	45 967
Variations								
1979-80	1 401	- 968	35	1 110	709	2 287	2 252	851
1980-81	610	437	261	1 119	1 737	4 164	3 903	3 293
1981-82	1 474	380	549	233	1 136	3 772	3 223	1 749
1982-83	1 381	189	176	- 246	278	1 778	1 602	221
1983-84	1 082	359	23	58	184	1 706	1 683	1 660
1984-85	698	891	395	276	778	3 038	2 643	1 945

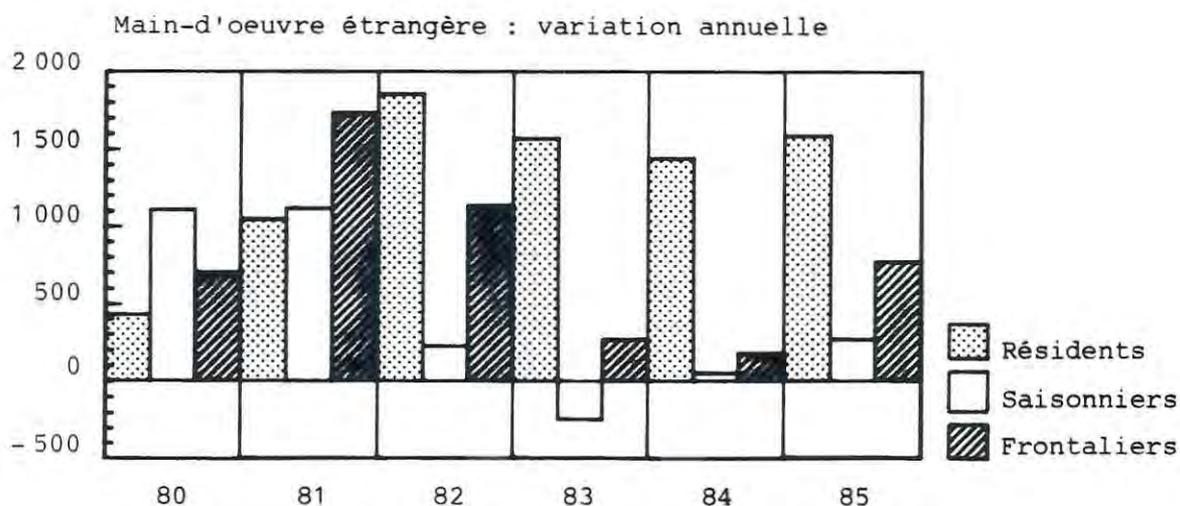
1) Travailleurs étrangers sous contrôle : détenteurs de permis annuels, saisonniers et frontaliers.

2) Relevé d'août de l'OCE.

3) Relevé de septembre de l'OCE.

Source : Office fédéral des étrangers, à l'exception des exempts.

Jusqu'en 1980, l'effectif de ces derniers était calculé par la mission permanente de la Suisse près les organisations internationales. Dès 1981, le nombre d'exempts est tiré de l'enquête annuelle du SCS près les OIG et de la statistique progressive des missions permanentes tenue par le SCS.



Main-d'oeuvre étrangère

1985 En août 1985, l'effectif total de la main-d'oeuvre étrangère active dans le canton s'élève à 104 550 contre 101 512 un an auparavant, soit une augmentation de 3 038 personnes ou de 3,0 %. Toutes les catégories de permis participent à la hausse : les détenteurs d'un permis à l'année enregistrent la plus forte croissance (+ 891 ou + 6,8 %), les titulaires d'une autorisation d'établissement progressent de 698 (+ 1,6 %), les exempts de 395 (+ 3,1 %), les saisonniers de 276 (+ 3,8 %) et les frontaliers de 778 (+ 3,3 %) ¹⁾.

La catégorie des permis d'établissement représente 43,4 % de l'effectif de la main-d'oeuvre étrangère (44,0 % en août 1984), la proportion de permis annuels s'inscrit à 13,3 % (12,9 %), celle des exempts à 12,6 % (sans changement), celles des saisonniers à 7,3 % (7,2 %) et celles des frontaliers à 23,4 % (23,3 %).

L'effectif des travailleurs étrangers en Suisse ²⁾ se chiffre à 756 033 en août 1985, parmi lesquels 91 329 exercent leur activité lucrative dans le canton de Genève. Zurich, avec 131 931 travailleurs (17,5 % du total), précède Genève (12,1 %), Vaud (9,8 %) et le Tessin (9,7 %). D'août 1984 à août 1985, les plus fortes augmentations absolues sont celles des cantons du Tessin (+ 2 720), de Genève (+ 2 643) et de Vaud (+ 2 415).

Travailleurs selon la nationalité et la branche économique ²⁾

Selon la nationalité, quatre pays regroupent plus des 4/5 des travailleurs étrangers du canton. La France arrive en tête avec 34 077 ressortissants (dont 70,5 % de frontaliers et 24,2 % d'établis), suivie de l'Italie (17 958 travailleurs, dont 91,8 % sont établis), de l'Espagne (16 043 travailleurs, dont 71,5 % d'établis, 14,8 % d'annuels et 13,4 % de saisonniers) et du Portugal (8 734 travailleurs, dont 49,7 % de saisonniers, 37,1 % d'annuels et 13,1 % d'établis). La proportion de saisonniers d'origine espagnole ou portugaise s'inscrit à 85,5 %. Si l'effectif des Italiens diminue de 82 en un an, en revanche, celui des Portugais s'accroît fortement (+ 1 320 ou + 17,8 %).

Trois branches d'activité s'attribuent les 2/3 de l'augmentation annuelle du nombre de travailleurs (+2 643) : l'hôtellerie et la restauration (+ 742), le commerce (+ 599), le bâtiment et le génie civil (+ 400). L'industrie et les arts et métiers progressent globalement de 105 unités, mais la branche des machines et appareils voit ses effectifs se réduire de 162 en un an.

1986 Si les conditions générales (marché de l'économie, contrôle de l'immigration) ne se modifient pas notablement, l'effectif de la population active étrangère continuera sa progression, amorcée dès 1978.

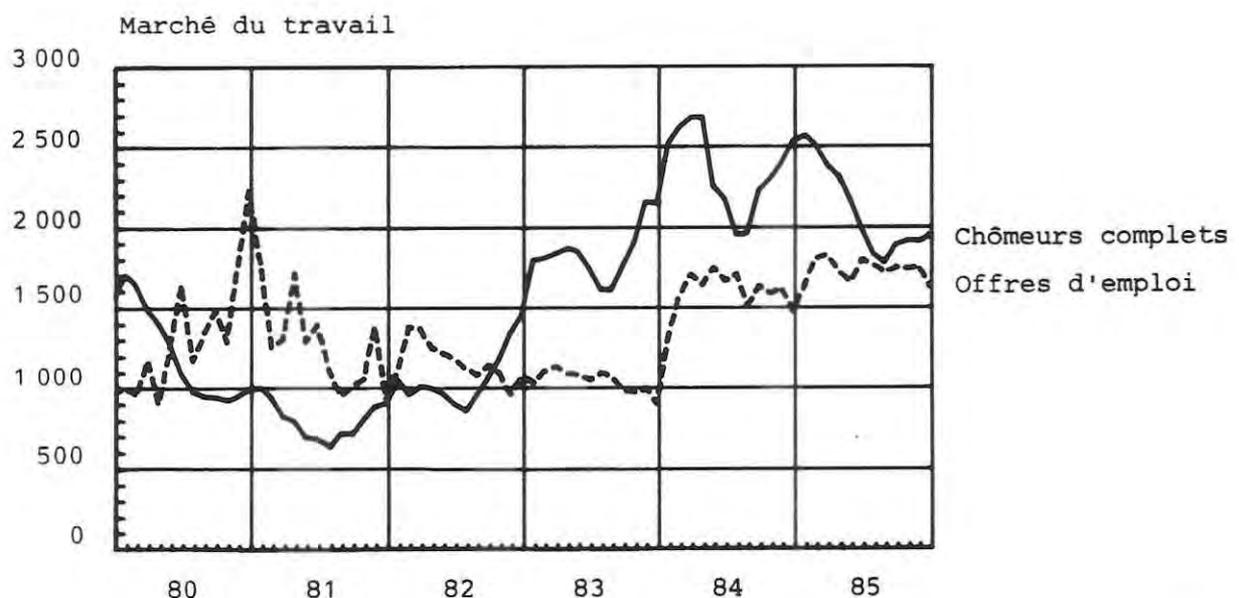
1) Le nombre de frontaliers en août 1985 (24 442) est très proche du chiffre record d'août 1974 (24 467). Dans l'intervalle, l'effectif des frontaliers avait fortement chuté (18 457 en août 1977).

2) Sans les exempts.

1.3 MARCHE DU TRAVAIL

Marché du travail

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Situation à fin décembre						
Chômeurs, total	984	901	1 447	2 233	2 526	1 946
. sans emploi	984	901	1 447	2 130	2 425	1 853
. partiellement sans emploi	*	*	*	103	101	93
Taux de chômage, en %						
. Genève	0,6	0,5	0,8	1,2	1,4	1,1
. Suisse	0,2	0,3	0,8	1,0	1,2	1,0
Offres d'emploi, total	2 217	919	1 064	983	1 456	1 614
. à plein temps	2 217	919	1 064	889	1 220	1 344
. à temps partiel	*	*	*	94	236	270
Moyennes annuelles						
Chômeurs, total	1 179	785	1 051	1 920	2 351	2 089
. sans emploi	1 179	785	1 051	1 831	2 249	1 996
. partiellement sans emploi	*	*	*	89	102	93
Taux de chômage en %						
. Genève	0,7	0,4	0,6	1,1	1,3	1,2
. Suisse	0,2	0,2	0,4	0,9	1,1	1,0
Offres d'emploi, total	1 338	1 253	1 154	1 133	1 586	1 722
. à plein temps	1 338	1 253	1 154	1 031	1 298	1 401
. à temps partiel	*	*	*	102	288	321
Réduction de l'horaire de travail						
. travailleurs touchés	144	288	1 571	1 972	663	9
Pertes de travail pour cause d'intempéries						
. travailleurs touchés	*	*	*	*	73	381



1.3 MARCHE DU TRAVAIL

1985 La situation sur le marché du travail s'est considérablement améliorée au cours de l'année 1985. Le **chômage**, qui avait culminé de janvier à avril 1984 (entre 2 500 et 2 700 chômeurs complets et partiellement sans emploi), puis à nouveau de décembre 1984 à février 1985 (entre 2 500 et 2 600 chômeurs), se situe au-dessous de la barre des 2 000 depuis le mois de juin. L'augmentation saisonnière du chômage en fin d'année (+ 182 ou + 10,3 % d'août à décembre) est trois fois plus faible que celle observée entre juillet et décembre 1984 (+ 589 ou + 30,4 %).

A la fin décembre 1985, l'effectif des chômeurs se chiffre à 1 946, dont 1 853 chômeurs complets, contre respectivement 2 526 et 2 425 un an auparavant. La diminution du chômage est plus importante dans le canton (- 23,0 %) que dans l'ensemble du pays (- 20,6 %).

Le taux de chômage¹⁾, qui se situait à 1,5 % de la population résidente active au plus fort de la crise, pendant les mois de février à avril 1984, puis à 1,4 % à fin 1984, s'est stabilisé à 1,1 % lors des quatre derniers mois de l'année. Sept cantons réalisent de plus mauvais résultats que Genève à fin 1985, ce sont ceux de Bâle-Ville (2,6 %), du Tessin (2,3 %), du Jura (2,0 %), de Neuchâtel (1,8 %), du Valais (1,6 %), de Bâle-Campagne et de Schaffhouse (1,3 %). La moyenne suisse se fixe à 1,0 % de la population active.

Relevons que, pour la première fois depuis 1980, la statistique du chômage présente de meilleurs résultats en fin d'année qu'en moyenne annuelle calculée sur les douze mois.

Les **offres d'emploi** officiellement recensées se sont accrues de 8,6 % en moyenne annuelle entre 1984 (1 586 offres) et 1985 (1 722). Il en résulte une nette amélioration du rapport offres d'emploi/chômeurs qui passe de 0,67 en 1984 à 0,82 en 1985²⁾.

Les **réductions de l'horaire de travail pour motifs économiques** n'ont pas été nombreuses en 1985. En effet, si l'on excepte les mois de février et de mars pour lesquels deux entreprises ont annoncé des réductions d'horaire, les autres mois de l'année n'enregistrent qu'une, voire aucune, réduction d'horaire. Au total, près de 7 500 heures ont été chômées en 1985 contre plus de 350 000 en 1984.

Les **pertes de travail pour cause d'intempéries** se sont produites principalement en début d'année. En janvier, février et mars, environ 1 400 travailleurs en moyenne ont dû interrompre leur travail en raison de mauvaises conditions météorologiques (vague de froid et abondantes chutes de neige) et près de 280 000 heures de travail ont été perdues au total. Le nombre d'entreprises touchées s'est élevé à 73 en janvier, 82 en février et 71 en mars.

1986 Tous les pronostics pour 1986 font état d'une diminution du chômage en Suisse. Genève ne devrait pas rester à l'écart de cette évolution.

1) Total des chômeurs complets et partiellement sans emploi en pour cent de la population résidente active selon le recensement fédéral de la population de 1980.

2) Ce taux ne prend toute sa valeur que lorsqu'on le calcule par profession ou groupe de professions.

Chômeurs complets selon le sexe, l'origine, le groupe d'âges ou la profession
Situation à fin octobre

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Total	907	795	1 180	1 902	2 191	1 813
<u>Sexe</u>						
Masculin	558	495	771	1 256	1 420	1 144
Féminin	349	300	409	646	771	669
<u>Origine</u>						
Suisses	*	476	661	995	1 225	1 008
Etrangers	*	319	519	907	966	805
<u>Groupe d'âges</u>						
- de 20 ans	21	22	33	50	36	23
20 à 29 "	248	216	335	539	528	495
30 à 39 "	272	232	340	568	560	489
40 à 49 "	164	150	218	331	465	382
50 ans et +	202	175	254	414	602	424
<u>Profession</u>						
Agriculture	3	5	4	6	9	17
Professions liées à la production, sauf bâtiment	107	83	175	254	320	227
arts graphiques	23	14	24	26	29	21
métallurgie, machines,	40	50	119	177	229	149
horlogerie, bijouterie	16	4	13	25	25	13
autres	28	15	19	26	37	44
Professions liées à la production dans le bâtiment	12	8	17	20	41	56
Professions non liées directement à la à la production	785	699	984	1 622	1 821	1 513
professions techniques	85	61	85	138	132	97
bureau, commerce, administration	287	264	403	581	738	580
transports et communications	31	44	55	69	118	123
hôtellerie, service de maison	97	70	107	149	222	203
hygiène, nettoyage	30	26	35	47	92	75
soins médicaux	31	25	28	44	68	44
professions scientifiques et artistiques	106	89	86	131	157	156
enseignement, assistance sociale	47	37	40	69	64	60
autres	71	83	145	394	230	175

Chômeurs complets

1985

Après trois années de hausses successives qui ont fait passer le nombre de chômeurs complets de 795 en octobre 1981 à 2 191 en octobre 1984 (+ 1 396 ou + 175,6 %), le chômage complet a diminué de manière substantielle lors des douze mois suivants pour atteindre l'effectif de 1 813 en octobre 1985¹⁾ (- 378 ou - 17,3 %). Les hommes ont davantage bénéficié de ce recul (- 276 chômeurs ou - 19,4 %) que les femmes (- 102 ou - 13,2 %), de sorte que la part de celles-ci dans l'effectif total a légèrement progressé en un an : de 35 % en 1984 à 37 % en 1985.

D'octobre 1984 à octobre 1985, le taux de chômage complet a perdu 0,2 point : de 1,2 % de la population résidente active, il a passé à 1,0 %. Le taux de chômage masculin se fixe à 1,1 % contre 1,3 % il y a un an, celui des femmes à 0,9 % contre 1,1 %.

La répartition des chômeurs selon leur origine est restée stable d'une année à l'autre. Sur 100 personnes privées d'emploi, on compte 56 Suisses pour 44 étrangers.

De légères variations dans la répartition des chômeurs par groupe d'âges indiquent un rajeunissement des effectifs entre 1984 et 1985. En effet, les personnes âgées de 50 ans et plus ne représentent plus que 23 % du nombre total des chômeurs contre 27 % en 1984; la part des 40-49 ans reste inchangée (21 %), les 30-39 ans passent de 26 % à 27 % et les 20-29 ans de 24 % à 27 %. La part des jeunes de moins de 20 ans n'atteint pas 2 %.

Plus de la moitié des personnes inscrites à l'office cantonal de l'emploi sont au chômage depuis moins de 2 mois (54 %, sans changement par rapport à 1984), alors que pour 19 % d'entre elles (22 % en 1984) la durée du chômage atteint déjà 6 mois ou plus.

Plus des 4/5 des chômeurs (83 % en 1984 comme en 1985) ont une profession non liée directement à la production. Dans ce groupe, seules les professions des transports et communications enregistrent une augmentation (+ 5 unités). Les principales baisses concernent les professions regroupées sous "bureau, commerce, administration" (- 158), les professions techniques (- 35) et médicales (- 24). Dans les professions liées à la production, la diminution du chômage dans l'industrie et l'artisanat (- 93) contraste avec la hausse observée dans le bâtiment (+ 15).

1986

Voir page 11.

1) Quatre fois par an, l'OFIAMT publie la répartition des chômeurs par groupe d'âges. La dernière statistique disponible est celle d'octobre 1985.

2. PRODUCTION

2.1 AGRICULTURE

Surface et production des vignes

	Surface ¹⁾ (ha)				Production ¹⁾ (hectolitres)			
	Vignes européennes			Total	Vignes européennes			Total
	Crus rouges	Crus blancs	Hybrides P.D. ²⁾		Crus rouges	Crus blancs	Hybrides P.D. 2)	
1980	379,5	688,5	18,0	1 086,0	31 842	58 642	1 580	92 064
1981	393,0	723,5	15,5	1 132,0	40 737	58 244	1 436	100 417
1982	486,0	793,0	12,0	1 291,0	74 643	164 393	1 435	240 471
1983	486,0	793,0	12,0	1 291,0	51 442	94 121	439	146 002
1984	498,0	817,0	4,0	1 319,0	45 196	84 543	321	130 060
1985	529,0	850,0	4,0	1 383,0	52 743	94 861	274	147 879

Valeur de la vendange (en milliers de F)

	Vignes européennes		Hybrides P.D. ²⁾	Total
	Crus rouges	Crus blancs		
1980	11 884	19 376	206	31 466
1981	14 767	19 511	258	34 536
1982	26 973	58 359	401	85 733
1983	19 548	33 413	123	53 084
1984	17 174	30 012	89	47 275
1985	20 042	33 675	76	53 793

Surface de céréales panifiables et livraisons de céréales panifiables à la Confédération

	Surface (ares)			Livraisons (quintaux)			Valeur de la livraison (1 000 F)
	Froment	Seigle	Total	Froment	Seigle	Total	
1980	451 801	12 590	464 391	197 172	5 450	202 622	19 605
1981	420 624	9 589	430 213	181 726	3 836	185 562	18 509
1982	421 099	7 765	428 864	176 361	2 930	179 291	18 586
1983	412 600	8 800	421 400	157 821	3 380	161 201	17 164
1984	413 700	9 300	423 000	220 619	4 344	224 963	24 197
1985	*	*	*	*	*	218 000	23 000

Surface et récolte de colza

	Producteurs	Surface	Récolte	
	Nombre	ha	Quintaux	1 000 F
1980	263	1 100	33 066	6 545
1981	270	1 100	24 497	4 816
1982	260	1 100	33 486	6 630
1983	269	1 150	23 080	4 730
1984	280	1 150	37 759	7 890
1985	271	1 200	36 200	7 570

1) De 1978 à 1981, la surface indiquée ne comprend pas les terres cultivées en France (environ 100 ha); en revanche, la production en volume et valeur se rapporte à la totalité du vignoble exploité.

2) Producteurs directs.

2.1 AGRICULTURE (rapport rédigé par le service de l'agriculture)

1985

L'année 1985 se caractérise par le fait qu'elle se situe hors des normes météorologiques. En effet, la première moitié de l'année a connu un excédent de précipitations de + 44 % avec des températures extrêmement basses en janvier et en février. Des chutes de neige exceptionnelles furent enregistrées les 16 et 17 février. La seconde moitié de l'année s'est distinguée par un déficit pluviométrique de - 107 % avec une sécheresse importante qui s'est manifestée durant les mois de septembre et octobre. Sur l'ensemble de l'année le déficit en pluie s'est élevé à - 10 % et la température moyenne a été légèrement au-dessous de la norme.

Viticulture

L'hiver 1984-85 a été très rigoureux. Il a connu deux périodes de gel intense qui ont causé de graves dégâts dans les vignes genevoises, spécialement dans les zones gélives situées près du Jura. Après une floraison retardée d'environ 8 jours, les conditions météorologiques se sont améliorées dès le mois de juillet. La récolte de 1985 a été magnifique sur le plan qualitatif et quantitatif dans tous les cépages, grâce aux conditions météorologiques particulièrement favorables de septembre et octobre. Le volume de la vendange a atteint 14 millions de litres représentant une valeur totale supérieure à 53 millions de francs. La récolte est en cours de vinification, les vins évoluent normalement et leur qualité sera excellente.

Céréales panifiables et fourragères

Les céréales panifiables ont atteint un bon niveau de production. La qualité a également été très bonne. Pour 1985, les quantités de blé et de seigle prises en charge par la Confédération sont estimées à 21 800 tonnes représentant une valeur de 23 millions de francs environ. Les céréales fourragères ont également donné de bons rendements.

Colza

Les rendements ont été inférieurs à ceux de l'année 1984, soit en moyenne 3 000 kg/ha. La quantité livrée a été de 3 620 tonnes pour une valeur de près de 7,5 millions de francs.

Cultures fruitières

Les grands froids de janvier et février ont eu une incidence sur l'état des cultures et en conséquence sur la récolte. Celle-ci ne dépassa pas le 60 % d'une récolte normale. La qualité intrinsèque des fruits dépasse largement celle des cinq dernières années. Les surfaces de production de la culture fruitière intensive n'ont pas varié; elles se répartissent sur 54 exploitations. La production de 1985 représente environ 2 000 tonnes de pommes, 150 tonnes de poires, 150 tonnes de petits fruits et 80 tonnes de pruneaux.

Cultures maraîchères

La culture maraîchère genevoise a connu en 1985 des difficultés particulières en début d'année. En effet, les chutes de neige des 16 et 17 février ont occasionné des dégâts considérables aux tunnels plastiques dans de très nombreuses exploitations. 47 exploitations maraîchères et 9 entreprises horticoles, représentant une surface de 282 562 m² de tunnels plastiques, ont été sinistrées. Les cultures de légumes frais ont été détruites par la même occasion, causant un important manque à gagner pour les maraîchers. Grâce à une aide financière importante de la part de l'Etat, traduite en prêts accordés sans intérêt, remboursables en dix ans, les installations ont pu être reconstruites en grande partie. Les conditions météorologiques très favorables de la deuxième moitié de l'année ne purent cependant pas compenser les pertes de production causées par ce sinistre.

2.2 INDUSTRIE

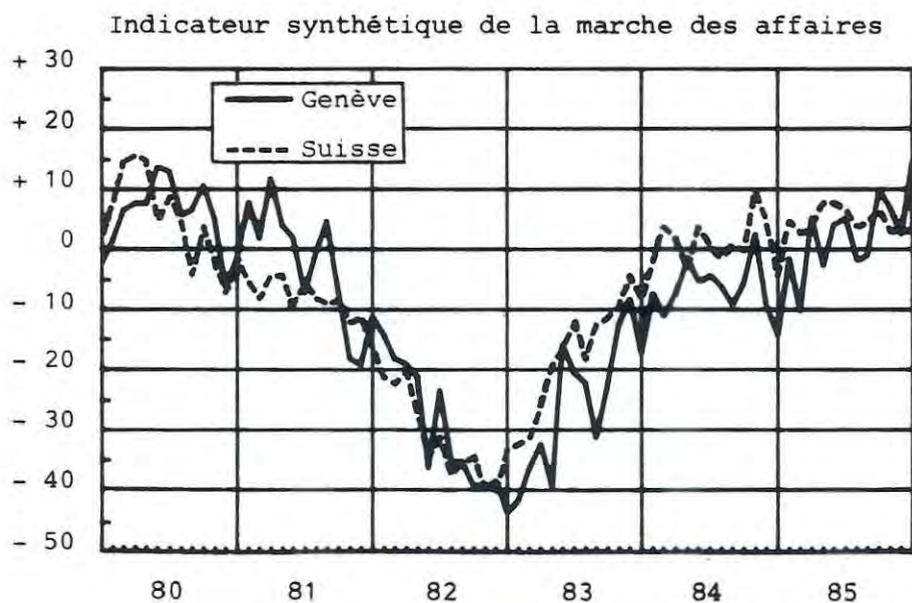
Indicateur synthétique de la marche des affaires

Référence :
 Situation satisfaisante 0
 très mauvaise - 100
 très bonne + 100

Moyennes trimestrielles de résultats mensuels

	Ensemble de l'industrie	Alimentation, boissons, tabacs	Arts graphiques 1)	Chimie	Métallurgie	Machines et appareils	Horlogerie-bijouterie
1er trimestre 1980	+ 5	+ 7	- 5	+ 32	+ 11	+ 3	- 14
2me	+ 12	+ 10	- 5	+ 23	+ 27	+ 15	- 12
3me	+ 8	+ 7	+ 7	- 25	+ 38	+ 8	- 7
4me	- 1	+ 7	- 6	- 19	- 1	- 1	- 3
1er trimestre 1981	+ 7	- 6	+ 2	+ 19	+ 20	- 1	+ 18
2me	0	+ 6	+ 5	+ 23	- 10	- 12	+ 10
3me	0	+ 8	- 4	+ 31	+ 1	- 18	+ 1
4me	- 16	+ 14	- 10	+ 18	- 33	- 38	- 14
1er trimestre 1982	- 17	+ 10	- 18	- 6	- 30	- 23	- 26
2me	- 26	+ 17	- 35	- 24	- 55	- 34	- 27
3me	- 36	- 4	- 26	- 40	- 43	- 57	- 29
4me	- 40	- 1	- 28	- 16	- 67	- 62	- 29
1er trimestre 1983	- 36	+ 7	- 14	- 4	- 60	- 58	- 28
2me	- 25	+ 7	- 18	+ 6	- 25	- 52	- 9
3me	- 25	+ 16	- 9	+ 29	- 37	- 56	- 23
4me	- 12	+ 1	+ 8	+ 34	+ 5	- 43	- 17
1er trimestre 1984	- 8	+ 13	- 10	+ 44	+ 43	- 53	- 8
2me	- 3	+ 13	- 1	+ 35	+ 43	- 39	+ 1
3me	- 6	+ 11	- 4	+ 41	+ 38	- 42	- 17
4me	- 7	+ 5	- 3	+ 31	+ 18	- 28	- 26
1er trimestre 1985	- 2	- 4	+ 17	+ 9	+ 24	- 24	+ 19
2me	+ 3	+ 16	+ 19	+ 24	+ 34	- 23	+ 8
3me	+ 3	+ 4	+ 21	+ 43	+ 36	- 30	+ 3
4me	+ 8	- 2	- 10	+ 32	+ 35	- 7	+ 30

1) Représentativité incertaine.



2.2. INDUSTRIE

Les données utilisées pour l'analyse de la situation dans l'industrie sont tirées du test conjoncturel pour l'industrie genevoise. Cette enquête n'est pas une statistique au sens strict; elle reflète les appréciations d'un échantillon d'entreprises qui répondent régulièrement à des questions sur la marche de leurs affaires. Les indications du test sont complétées par l'examen de la consommation d'électricité des entreprises industrielles au sens de la loi sur le travail, occupant au moins 20 ouvriers et consommant 60'000 kWh et plus par an. Cette série est utilisée comme un indicateur à court terme de la production.

1985 Evolution de l'ensemble de l'industrie

Indicateur synthétique de la marche des affaires

Les résultats du test conjoncturel dans l'industrie traduisent une amélioration du climat conjoncturel à Genève en 1985. En moyenne positive, la marche des affaires des entreprises du canton est néanmoins jugée moins favorable que celle des entreprises nationales; par ailleurs, elle fluctue davantage d'un mois à l'autre.

Si les entreprises genevoises ont évolué dans un environnement qualifié de satisfaisant en début d'année, elles ont bénéficié petit à petit d'une amélioration du climat conjoncturel et finissent l'année sur une note optimiste. Un examen de l'évolution de l'indicateur synthétique de la marche des affaires met en évidence un niveau identique, au cours du dernier trimestre 1985, à celui qui prévalait en 1980-1981. Il convient ici d'être prudent dans l'interprétation des résultats, étant donné notamment que l'échantillon des répondants n'est pas constant.

Les jugements portés sur l'évolution des entrées globales de commandes, ainsi que de la production, influencent l'indicateur synthétique de la marche des affaires à la hausse. Les appréciations relatives aux carnets de commandes et aux stocks de produits finis ont au contraire un effet négatif, les premiers étant jugés trop peu garnis et les seconds trop importants. L'amélioration enregistrée par rapport à 1984 résulte principalement d'une offre effective plus importante et d'un moins grand pessimisme en matière de demande potentielle.

Lorsqu'on différencie les entreprises en fonction de l'importance de leurs ventes à l'étranger, l'année 1985 est caractérisée par une amélioration de la situation quelle que soit la part de la production exportée. Pour les **entreprises peu exportatrices** (moins d'un tiers de la production est exportée), le climat conjoncturel est perçu favorablement. Les deux autres classes d'entreprises évoluent dans un environnement moins serein: la situation apparaît très précaire dans le cas des **entreprises moyennement exportatrices** (la part de la production exportée varie entre 34 et 66 %), alors qu'elle tend à devenir satisfaisante pour les **entreprises dont plus des deux tiers de l'activité sont destinés à l'exportation**.

Autres indicateurs

Le degré d'utilisation de la capacité technique des entreprises atteint un niveau moyen proche de 82 % au cours de l'année 1985; bien qu'en augmentation, il reste inférieur à celui que l'on peut observer pour la Suisse. Parallèlement, les augmentations de la capacité technique de production et de l'emploi sont des facteurs contribuant à satisfaire une demande dynamique. La hausse des prix d'achat, très forte en début d'année, s'est ralentie au cours des six derniers mois. Néanmoins, comme elle n'a pas été compensée par une augmentation correspondante des prix de vente, la marge bénéficiaire a stagné au cours des deux premiers trimestres, avant de diminuer au cours des troisième et quatrième trimestres, à la suite d'une baisse des prix de vente.

Evolution dans les principales branches de l'industrie

Dans la branche **alimentation, boissons, tabacs**, caractérisée par une évolution alternativement en hausse et en baisse, on enregistre des résultats légèrement inférieurs à ceux de 1984, en raison d'un ralentissement tant de la demande que de l'offre effectives. La capacité technique de production reste inchangée; son degré d'utilisation moyen passe à 83,3 % et le nombre des personnes occupées diminue.

Dans les **arts graphiques**, l'indicateur synthétique de la marche des affaires progresse régulièrement jusqu'en septembre, mois au cours duquel offre et demande commencent à faiblir. Néanmoins, en moyenne, la situation a été bonne en 1985. Le degré d'utilisation des capacités techniques de production a fléchi aux deuxième et troisième trimestres, alors que la capacité de production a augmenté durant les six premiers mois.

L'activité de l'**industrie chimique**, quelque peu ralentie de février à mai, retrouve un niveau favorable au second semestre, sous l'impulsion d'une demande et d'une offre effectives dynamiques. Les résultats de février sont imputables à la faiblesse des commandes, mais aussi de la production, alors que ceux d'avril sont affectés par un niveau de stocks jugé trop élevé. Le nombre de personnes occupées a augmenté et des investissements sont venus accroître la capacité technique de production durant les premier et quatrième trimestres. Le degré d'utilisation des capacités techniques fluctue passablement et se situe en moyenne à 87 %; il augmente lorsque l'indicateur suisse de la branche enregistre une baisse et inversement.

Les résultats de la **métallurgie** restent bons, bien que légèrement inférieurs à ceux de 1984. L'impulsion se situe du côté de l'offre effective, même si la demande observée atteint un bon niveau. C'est du côté de la demande potentielle qu'il restait quelques insatisfactions durant la première moitié de l'année. Quant aux stocks, jugés très faibles en janvier, ils sont à la convenance des répondants du test. Cette branche atteint un degré d'utilisation de ses capacités de près de 95 %, ce qui constitue la meilleure performance de l'ensemble des branches. Les emplois ont progressé et la capacité de production a été accrue mais les bénéfices restent faibles et diminuent au cours des quatre derniers mois.

L'industrie des **machines et appareils** est la branche la moins favorisée de l'économie genevoise. Toutefois, 1984 a été meilleure que 1983 et 1985 confirme ce mieux. Les résultats du test conjoncturel pour l'industrie indiquent en effet une augmentation de la demande effective. La production, bien que faible, tend à s'améliorer dès septembre, ce qui correspond à un gain de plus de trois points du degré d'utilisation des capacités techniques de production. Les stocks restent trop élevés et les carnets de commandes insuffisamment garnis. L'indicateur synthétique de la marche des affaires passe dans la zone positive en décembre, sous l'influence d'une offre effective élevée; est-on au seuil d'une année satisfaisante pour cette branche d'activité ?

La situation économique de l'**horlogerie, bijouterie** s'améliore en 1985. A l'exception du troisième trimestre, l'activité de l'industrie horlogère genevoise est soutenue par un bon niveau de l'offre comme de la demande effectives. Quant à la demande potentielle, plutôt insatisfaisante au cours des six premiers mois, elle tend à progresser. L'horlogerie-bijouterie a amélioré l'utilisation de ses capacités techniques de production (plus de 90 % en 1985, contre près de 85 % en 1984), surtout au cours du troisième trimestre. L'emploi a au contraire baissé. Les bénéfices, d'abord élevés, chutent durant l'automne et se redressent en fin de période.

1986 Les dirigeants d'entreprise sont optimistes en ce qui concerne l'évolution de la situation économique de l'industrie genevoise au-delà du premier trimestre 1986.

Pour les principales activités représentées à Genève, leurs prévisions sont les suivantes :

- **alimentation, boissons, tabacs** : la marche des affaires devrait s'améliorer;
- **arts graphiques** : la situation actuelle devrait se poursuivre;
- **chimie** : un léger optimisme;
- **métallurgie** : une détérioration est attendue, quoique faible;
- **machines et appareils** : encore un léger mieux;
- **horlogerie, bijouterie** : une amélioration importante est prévue.

2.3 COMMERCE EXTERIEUR

Commerce extérieur du canton de Genève¹⁾, en poids et en valeur

	Importations			Exportations			Balance commerciale Mio F ²⁾	Taux de couverture %
	Valeur		1 000 tonnes	Valeur		1 000 tonnes		
	1 000 tonnes	Mio F ²⁾		F/Tonne	Mio F ²⁾			
1980	1 311	4 324	3 297	93	3 498	37 490	- 826	81
1981	1 280	4 930	3 852	97	4 399	45 492	- 531	89
1982	1 302	4 733	3 635	85	4 499	52 689	- 234	95
1983	1 447	4 795	3 313	150	4 549	30 428	- 245	95
1984	1 499	5 848	3 902	234	5 631	24 031	- 217	96
1985	1 800	5 339	2 966	208	5 443	26 160	+ 104	102

Commerce extérieur du canton de Genève¹⁾, par région, en 1985

	Importations			Exportations		
	Valeur		Variations en %	Valeur		Variations en %
	1 000 tonnes	Mio F ²⁾		1 000 tonnes	Mio F ²⁾	
Europe	1 755	3 547	- 1,8	191	2 486	- 2,7
dont France	1 141	1 349	- 4,7	26	608	- 1,0
dont Italie	93	598	- 1,2	17	362	- 0,6
dont R.F.A	79	399	+ 10,1	123	424	+ 12,2
Afrique	6	47	- 34,9	3	123	+ 1,1
Asie	26	852	- 21,8	6	1 578	- 10,9
dont Japon	20	286	- 10,3	1	167	+ 8,9
Amérique	13	891	- 17,0	7	1 224	+ 7,0
dont Etats Unis	6	596	+ 2,6	4	871	+ 6,3
Océanie	0	2	+ 63,6	1	31	- 15,1
Total	1 800	5 339	- 8,7	208	5 443	- 3,3

1) Le commerce extérieur du canton est défini par rapport à l'étranger. Les échanges entre cantons sont donc exclus.

2) Les différences dues aux chiffres arrondis ne sont pas rectifiées.

2.3 COMMERCE EXTERIEUR

1985 Les données concernent les échanges de marchandises entre le canton et l'étranger. Les résultats présentés ici sont exprimés en valeur.

En Suisse, la croissance du commerce extérieur se poursuit en 1985, à un rythme toutefois moins soutenu. Les importations atteignent 74,8 milliards de francs, ce qui représente un taux de croissance de 8,3 % contre 13,0 % en 1984. Les exportations s'élèvent à 66,6 milliards de francs (+ 9,8 % contre + 12,9 % en 1984). Pour le canton de Genève, on assiste à un repli après l'extraordinaire croissance de 1984. Les importations représentent 5,3 milliards de francs, en baisse de 8,7 % par rapport à 1984, année où l'on avait enregistré une croissance de 22,0 %. Les exportations se montent à 5,4 milliards de francs (-3,3 % après les + 23,8 % de 1984). Ces résultats incluent le commerce des pierres gemmes et des métaux précieux implanté à Genève depuis quelques années. Relativement indépendant de l'activité économique générale, celui-ci met en jeu des sommes considérables (près du quart de la valeur des importations et près du septième de celle des exportations). Si l'on exclut la rubrique "métaux précieux, pierres gemmes", le recul des importations se réduit : il atteint - 2,7 %, alors que les exportations enregistrent une croissance de 1,3 %. A noter que la valeur des exportations dépasse celle des importations ce qui, depuis 1972 que la statistique cantonale est disponible, ne s'était produit qu'une seule fois (1976).

Importations

Les achats à l'étranger de matières premières et demi-produits diminuent : - 14,2 %. Il en va de même pour les biens de consommation : - 11,1 %, en particulier les biens durables : - 18,7 %. En revanche, on observe une augmentation très importante des importations de produits énergétiques (+ 24,7 %), due principalement aux produits pétroliers (+ 25,4 %), et une croissance marquée des importations de biens d'équipement : + 14,2 %.

La répartition selon la nature des marchandises indique que la baisse des importations tient non seulement au commerce des pierres gemmes (- 27,1 %), mais également à celui des articles de bijouterie (- 32,1 %). Les hausses se constatent principalement pour les produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche (+ 12,8 %), les textiles et l'habillement (+ 9,5 %), les machines (+ 7,7 %). Les produits chimiques varient peu (+ 3,9 %), de même que les véhicules (- 1,1 %).

Exportations

La baisse globale des exportations provient surtout d'un repli des ventes à l'étranger de matières premières et demi-produits (- 12,1 %). Les exportations de biens de consommation stagnent (- 1,1 %), tandis que celles de biens d'équipement progressent notablement (+ 11,6 %). A l'exception de la bijouterie (- 19,8 %), les ventes à l'étranger des produits des principales industries du canton sont en progression : horlogerie : + 18,5 %; métaux et ouvrages en métaux : + 9,9 %; produits chimiques : + 5,9 %; machines : + 2,4 %.

1986 On ne dispose pas d'éléments permettant une prévision de l'évolution du commerce extérieur du canton. A l'échelon national, les perspectives disponibles font état d'un léger frein à l'expansion des importations de biens et services (en termes réels), avec des taux situés entre 4,5 et 6,1 % selon les sources, et d'un ralentissement des exportations : leur croissance devrait atteindre entre 4,25 et 5,25 %; un seul organisme fait état d'une quasi-stagnation (+ 1 %).

2.4 CONSTRUCTION

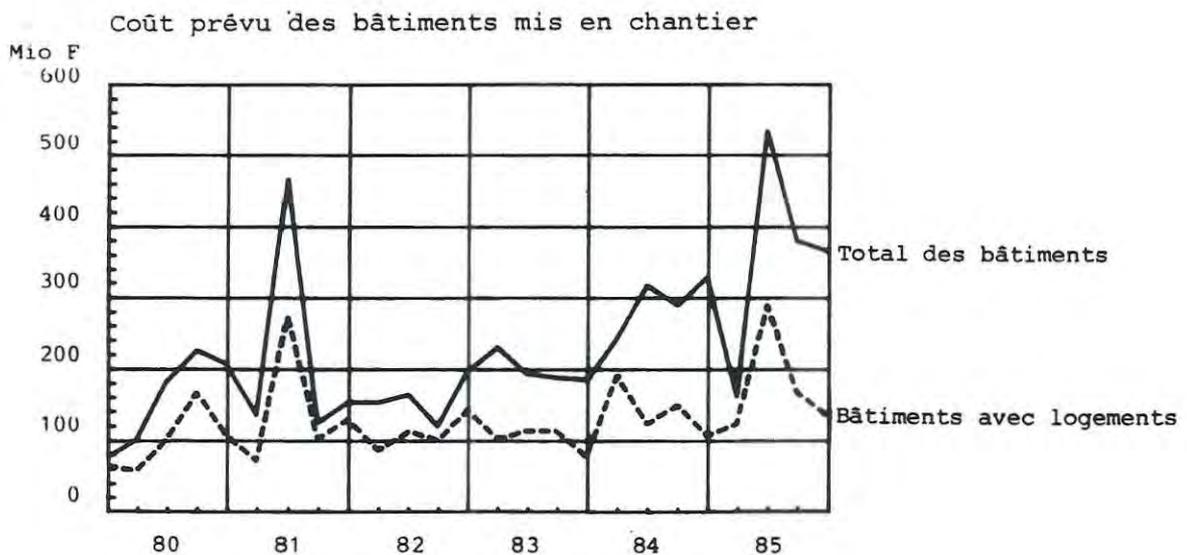
Coût prévu des bâtiments mis en chantier (en millions de F)

	Bâtiments avec logement		Bâtiments sans logement	Total
	Total	dont villas		
1980	433	165	287	720
1981	580	147	314	894
1982	445	163	193	638
1983	411	142	386	797
1984	571	142	611 ¹⁾	1 182
1985	716	168	727	1 443

1) Gare de Coltrin : 146 millions.

Construction de logements

	Requêtes	Autorisés	Mis en chantier	Construits
1980	2 542	1 874	1 827	1 516
1981	1 661	2 751	2 266	1 711
1982	1 824	1 177	1 893	1 835
1983	2 101	2 064	1 478	1 782
1984	2 370	2 518	2 084	1 787
1985	2 056	1 829	2 333	2 146



2.4 CONSTRUCTION

1985 Activité générale

Les résultats de l'enquête annuelle sur les dépenses de construction (1985/1986) de l'office fédéral des questions conjoncturelles (OFQC) pourraient seuls permettre d'apprécier l'activité de l'ensemble du secteur de la construction à Genève en 1985. Comme ils ne sont pas encore disponibles, on ne peut que se référer à l'enquête précédente (1984/1985) : celle-ci prévoyait pour 1985 une augmentation des dépenses de construction en valeur nominale de l'ordre de 7,9 %, soit 7,4 % en termes réels.

Les statistiques du mouvement de la construction, qui ne portent que sur la construction de nouveaux bâtiments - donc sans les rénovations ni les travaux de génie civil - confirment cette orientation à la hausse : le coût prévu des bâtiments mis en chantier a augmenté, passant de 1 182 Mio F en 1984 à 1 443 Mio F en 1985 (+ 22,1 %, contre + 48,3 % un an auparavant). Cette hausse concerne plus les bâtiments avec logement (+ 25,4 %) que les bâtiments sans logement (+ 19 %).

Logements neufs

Depuis 1981, le nombre de logements neufs mis chaque année sur le marché était stable, se situant à 1 700-1 800. En revanche, en 1985, 2 146 logements ont été construits, ce qui donne une augmentation de 20,1 % par rapport à 1984. Les ouvertures de chantier sont également en progression (+ 11,9 %). Par contre, les requêtes et les autorisations accusent un recul (respectivement - 13,2 % et - 27,4 %).

1986 Activité générale

Compte tenu de l'évolution favorable des ouvertures de chantier, l'activité du secteur de la construction devrait encore être satisfaisante en 1986.

Logements neufs

On peut s'attendre à une stabilisation des nouveaux logements mis sur le marché, peut-être même à un léger recul dû à la baisse des requêtes et des autorisations.

Les résultats de l'enquête 1985/1986 de l'OFQC, disponibles d'ici fin mai, permettront de vérifier et d'affiner ces éléments de prévision.

2.5 COMMERCE DE DETAIL

Aucune donnée statistique d'intérêt conjoncturel n'étant disponible pour Genève, l'analyse est basée sur des chiffres nationaux et des informations locales qualitatives.

1985 A l'échelon national, les conditions générales du commerce de détail sont communément qualifiées de "bonnes".

La demande de biens de consommation accuse une nette tendance à la hausse. En ce sens, la baisse enregistrée au mois de septembre semble représenter un élément exceptionnel dû, dans certains cas, tel celui des produits textiles et habillement, aux conditions atmosphériques. Cette baisse devrait avoir pu être compensée au cours des derniers mois de l'année. Les chiffres actuellement disponibles pour octobre et novembre semblent d'ores et déjà confirmer cette hypothèse.

Il s'agit de tendances moyennes, valables pour l'ensemble de la Suisse et pouvant varier sensiblement d'une région à l'autre, selon leur situation économique propre.

Il semble qu'à Genève, l'évolution des ventes dans le commerce de détail suive la tendance nationale. Le rôle international joué par Genève contribue toujours au développement favorable de ce secteur tout particulièrement pour le commerce dit "de luxe".

Il est intéressant de noter que, dans l'ensemble, la structure de la consommation semble s'être modifiée au cours des dernières années. Alors que les gens dépensent aujourd'hui à peine plus qu'il y a 10 ans pour l'alimentation/boissons/tabac et qu'ils réduisent même leur budget consacré à l'habillement et à l'aménagement du logement, les dépenses destinées aux loisirs, aux transports et aux vacances ont en revanche fortement augmenté.

1986 Une majoration des salaires, une légère augmentation de l'emploi, une hausse des rentes sociales et des allègements fiscaux dus à la réduction de la progression à froid, devraient contribuer à accroître, plus largement qu'en 1985, les dépenses de consommation privée. Cette dernière redeviendra donc en 1986 un véritable soutien conjoncturel pour le commerce de détail.

2.6 BANQUES

Aucune donnée statistique d'intérêt conjoncturel n'étant disponible pour Genève, l'analyse est basée sur des chiffres nationaux et des informations locales qualitatives.

1985 Pour les banques suisses, 1985 aura été une fois encore une année particulièrement favorable tant par le volume d'affaires que par les résultats.

Stimulée par la conjoncture, la croissance des crédits s'est accélérée de manière sensible en se concentrant principalement sur les crédits hypothécaires.

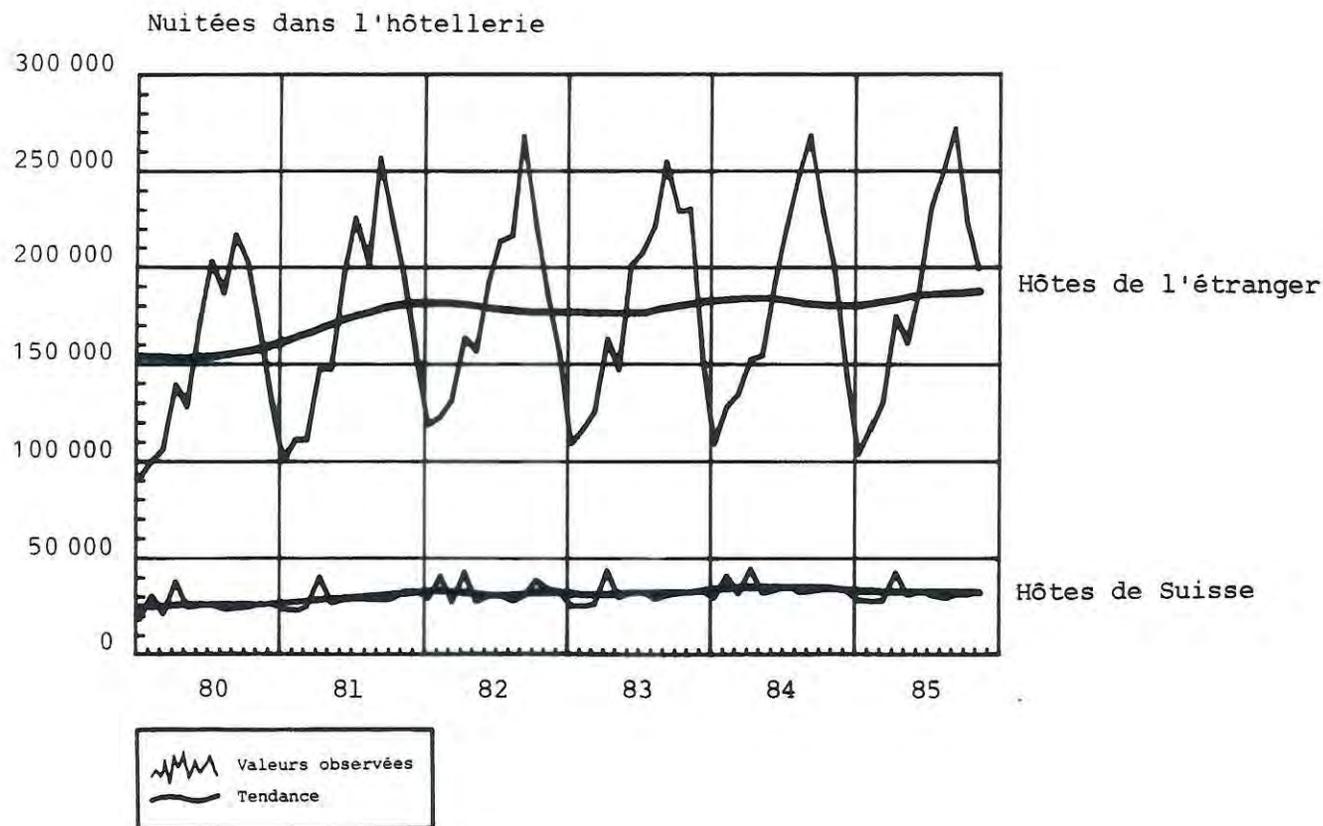
Un certain nombre de craintes apparues ces derniers temps en raison des problèmes liés à l'endettement international semblent quelque peu s'estomper à la suite des diverses mesures déjà prises ou envisagées.

Les atouts fondamentaux de la Suisse qui contribuent au bon développement de nos banques ne semblent pas menacés à l'heure actuelle (stabilité sociale et politique, liberté totale des transactions financières, sécurité juridique, indépendance politique).

1986 Une prévision fiable reste très difficile en la matière et il est impossible, à ce stade, d'envisager un changement fondamental de la situation dans un sens ou dans un autre.

2.7 HOTELLERIE

	Nuitées							
	Hôtes de Suisse	Hôtes de l'étranger	Total	Gain par rapport à la période précédente			Lits disponibles	Taux d'occupation
				Hôtes de Suisse	Hôtes de l'étranger	Total		
	Milliers			%			Nombre	%
1980	333,6	1 875,3	2 208,9	+ 11,1	+ 2,7	+ 3,9	13 897	43,4
1981	375,8	2 105,1	2 480,9	+ 12,7	+ 12,3	+ 12,3	13 802	49,2
1982	411,6	2 155,1	2 566,7	+ 9,5	+ 2,4	+ 3,5	13 612	51,7
1983	399,0	2 178,3	2 577,3	- 3,1	+ 1,1	+ 0,4	13 278	53,2
1984	435,0	2 196,5	2 631,6	+ 9,0	+ 0,8	+ 2,1	13 156	54,6
Janv. -oct.								
1982	350,3	1 889,4	2 239,7	+ 12,7	+ 3,2	+ 4,6	13 607	54,1
1983	333,5	1 914,5	2 248,0	- 4,8	+ 1,3	+ 0,4	13 310	55,6
1984	370,8	1 945,6	2 316,4	+ 11,2	+ 1,6	+ 3,0	13 188	57,6
1985	334,2	1 967,5	2 301,7	- 9,9	+ 1,1	- 0,6	13 334	56,8



2.7 HOTELLERIE

1985 De janvier à octobre 1985, le volume des nuitées d'hôtels dans le canton de Genève a subi une très légère baisse de - 0,6 % par rapport à la période correspondante de 1984, alors que l'on constate une hausse de 1,5 % sur le plan suisse¹⁾.

Les 2,302 millions de nuitées enregistrées dans le canton restent proches du record de 1971 (2,319 millions pour la même période).

On constate que la demande hôtelière indigène a passablement diminué à Genève (- 9,9 %, alors qu'elle augmente au niveau suisse) et que la demande étrangère progresse de 1,1 %. La grande partie de l'accroissement de la demande étrangère est à mettre au compte des clients des Etats-Unis; ces derniers, avec un dollar fort en début d'année (période de réservation), sont venus nombreux (+ 10,0 % des nuitées). On relève chez les hôtes d'Asie - à l'exception des Japonais (+ 1,4 %) - une baisse des nuitées (- 3,2 %) opposée à la tendance des quatre années précédentes. On observe une stagnation de la demande européenne (+ 0,7 %) avec cependant une diminution de l'apport allemand (- 4,9 %) compensée par la clientèle française (+ 4,7 %). Il faut noter la lente diminution des clients africains (- 4,1 %) entamée en 1982 après un "boom" en 1980 et 1981.

L'offre s'est, pour la période considérée, légèrement accrue (+ 150 lits disponibles environ) alors que le taux d'occupation des lits descend à 56,8 %.

1986 Pour le canton de Genève, l'année 1986 devrait correspondre à 1985; c'est-à-dire que l'on observera vraisemblablement une stabilisation à un haut niveau d'occupation des hôtels; hôtels qui - sauf accident - afficheront "complet" de juin à septembre. Naturellement, le cours du dollar en début d'année influencera les hôtes américains, mais la diversité de la demande touristique à Genève fait que "tous les oeufs ne sont pas dans le même panier"; donc même une forte variation de la demande de ressortissants d'un pays n'entraîne que de faibles modifications pour l'ensemble de l'hôtellerie du canton.

Sur le plan suisse, l'Office national suisse du tourisme (ONST) invite les hôtels à chercher une croissance qualitative, car si 1986 doit être encore une bonne année du point de vue quantitatif, on remarque un vieillissement du parc et des installations qui pourrait devenir préjudiciable au tourisme dans notre pays.

1) Les résultats de 1985 sont encore sujets à rectification.

2.8 SECTEUR INTERNATIONAL

Emplois dans le secteur international

	Organisations gouvernementales ¹⁾			Missions permanentes	Organisations non gouvernementales ²⁾
	Fonctionnaires	Autres personnes	Total		
Avril 1980	11 271	3 504	14 775	2 377	2 359
Avril 1981	11 461	3 582	15 043	2 476	2 525
Avril 1982	11 844	3 145	14 989	2 529	2 557 ³⁾
Avril 1983	11 800	2 964	14 764	2 734	2 544
Avril 1984	11 779	3 272	15 051	2 887	2 729
Avril 1985	11 918	3 258	15 176	2 857	2 749

Dépenses des organisations internationales gouvernementales¹⁾ (milliers de F.)

	Dépenses courantes			Dépenses d'investissements			
	Coût salarial total	Autres biens et services	Total	Biens d'équipement	Dépenses de construction	Total	Total
1979	943 520	301 165	1 244 685	152 316	47 565	199 881	1 444 566
1980	964 681	324 433	1 289 114	154 777	29 880	184 657	1 473 771
1981	1 049 729	353 435	1 403 164	141 445	43 547	184 992	1 588 156
1982	1 100 387	370 099	1 470 486	126 407	63 912	190 319	1 660 805
1983	1 195 717	416 114	1 611 831	135 450	83 900	219 350	1 831 181
1984	1 233 139	417 600	1 650 739	145 432	84 745	230 177	1 880 916

Dépenses des organisations internationales non gouvernementales²⁾ (milliers de F.)

	Dépenses courantes			Dépenses d'investissements			
	Coût salarial total	Autres biens et services	Total	Biens d'équipement	Dépenses de construction	Total	Total
1979	133 772	43 660	177 432	4 251	2 297	6 548	183 980
1980	141 365	70 438	211 803	4 648	5 514	10 162	221 965
1981	151 180	77 377	228 557	5 575	5 902	11 477	240 034
1982	164 823	80 938	245 761	6 070	4 488	10 558	256 319
1983	179 876	84 074	263 950	7 788	2 514	10 302	274 252
1984	189 450	95 448	284 898	8 694	1 889	10 583	295 481

1) Les 15 organisations gouvernementales : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE et GATT (Organisations du système des Nations Unies); CERN, AELE, CIM, UI, OIPC, APEF et UPOV (Union internationale pour la protection des obtentions végétales).

2) Les 10 plus grandes organisations non gouvernementales : CICR, LSCR, COE, FLM (Fédération luthérienne mondiale), Fondation de l'École Internationale de Genève, IATA, Institut Battelle, ISO, UER et CEI.

3) Pour l'ensemble des 87 organisations dénombrées en septembre 1982, les emplois s'élèvent à 3 152.

2.8 SECTEUR INTERNATIONAL

1985 Emplois

D'avril 1984 à avril 1985, le nombre d'emplois recensés dans le **secteur international** progresse très modérément (+ 0,6 %). En cinq ans, la hausse des effectifs atteint 6,5 %. Au printemps 1985, ce secteur compte environ 21 000 emplois.

Les effectifs occupés par les **15 organisations gouvernementales** (OIG) établies à Genève augmentent globalement de 0,8 % en un an. Ils sont en baisse dans 7 organisations, progressent dans 6, restent inchangés dans une alors que les emplois d'une nouvelle organisation intergouvernementale (l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales) sont comptés pour la première fois. En cinq ans, le nombre de personnes occupées par les OIG a peu progressé (+ 2,7 %) et des diminutions d'effectifs ont été constatées en 1982 et 1983.

Amorcée en 1979, la baisse du nombre de fonctionnaires d'origine suisse se poursuit (- 2,0 % en un an) et leur proportion s'établit à 13,7 % en avril 1985 contre 16,6 % en avril 1979. Pour la troisième année consécutive, l'effectif des fonctionnaires internationaux résidant dans le canton diminue (- 2,3 % en un an) alors qu'il augmente pour ceux résidant dans le canton de Vaud (+ 8,1 %) et en France (+ 5,5 %). En avril 1985, 55,6 % des fonctionnaires internationaux habitent à Genève, 7,2 % dans le canton de Vaud et 37,2 % en France.

En avril, une légère baisse (- 1,0 % en un an) de l'effectif du personnel des **missions permanentes** est enregistrée alors qu'il s'inscrivait régulièrement à la hausse depuis 1979. En cinq ans, sa progression s'élève à 20,2 %. A noter que d'avril à décembre 1985, le nombre d'emplois augmente fortement (+ 8,3 %) et se fixe à 3 095.

Les emplois de **10 principales organisations non gouvernementales**, qui rassemblent les 4/5 des effectifs occupés par ce type d'organisations, augmentent modérément d'avril 1984 à avril 1985 (+ 0,7 %) et s'élèvent à 2 749; d'une année à l'autre, ils ont progressé dans 6 organisations et baissé dans 4. En cinq ans, les emplois des OING ont augmenté de 16,5 %. D'une année à l'autre, la proportion d'employés d'origine suisse s'est renforcée (elle est de 45,7 % en 1985) comme celle des résidents dans le canton de Vaud : 17,0 % du personnel stable des OING habitent dans ce canton, 71,5 % à Genève et 11,5 % en France.

1984 Dépenses

En 1984, le montant global des dépenses des **25 organisations internationales** couvertes par la statistique s'élève à 2,176 milliards de francs. Il enregistre une hausse nominale annuelle de 3,4 % mais, en termes réels (déduction faite de la hausse des prix), il fléchit légèrement (- 0,3 %). Au cours de ces cinq dernières années, les dépenses nominales de ces organisations ont augmenté de 6,0 % l'an en moyenne (+ 1,5 % en termes réels).

Réunions Internationales

	Organisations gouvernementales ¹⁾								
	Total			dont organisations du système des Nations Unies			Organisations non gouvernementales ²⁾		
	Réunions	Séances	Délégués et experts	Réunions	Séances	Délégués et experts	Réunions	Séances	Délégués et experts
1979	1 054	13 387	56 873	968	12 998	54 659	457	1 436	8 656
1980	1 126	13 469	54 526	1 006	13 076	52 215	507	1 572	9 229
1981	1 142	12 464	55 735	1 006	12 055	52 546	524	1 815	9 297
1982	1 217	12 058	59 415	1 116	11 721	53 282	510	1 935	9 917
1983	1 194	12 676	65 380	1 087	12 240	56 626	486	2 160	9 562
1984	1 194	12 535	69 701	1 055	11 847	55 304	479	2 086	10 225

1) Les 15 organisations gouvernementales : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE et GATT (Organisations du système des Nations Unies); CERN, AELE, CIM, UI, OIPC, APEF et UPOV (Union internationale pour la protection des obtentions végétales).

2) Les 10 plus grandes organisations non gouvernementales : CICR, LSCR, COE, FLM (Fédération luthérienne mondiale), Fondation de l'Ecole Internationale de Genève, IATA, Institut Battelle, ISO, UER et OEL.

Le montant total des dépenses engagées pour les sièges ou offices des 15 **OIG** établies à Genève augmente de 2,7 % (en termes réels : - 0,1 %). Les dépenses des 8 organisations du système des Nations Unies progressent plus faiblement (+ 1,5 %) et, dans 3 de celles-ci, elles diminuent. La structure des dépenses reste relativement stable au cours des ans; en 1984, elle est la suivante : coût salarial : 65,6 %; dépenses courantes en biens et services : 22,2 %; dépenses d'investissements : 12,2 %. La part de dépenses revenant à la Suisse diminue légèrement (- 1,1 %) entre 1983 et 1984 mais elle dépasse toujours le milliard. Elle représente les 56,7 % des dépenses totales (61,3 % des dépenses courantes; 23,8 % des investissements). Enfin, il est intéressant de relever la part prépondérante du CERN (91,9 %) dans les dépenses d'investissements des **OIG**.

La progression des dépenses des 10 **principales OING** s'élève à 7,7 % en 1984 (+ 3,9 % en termes réels). Durant les cinq dernières années, leurs dépenses ont augmenté de 9,9 % l'an en moyenne (+ 5,3 % en termes réels). Les dépenses totales de ces organisations atteignent 295,5 millions de francs en 1984; celles-ci se répartissent ainsi : coût salarial : 64,1 %; dépenses courantes en biens et services : 32,3 %, investissements : 3,6 %.

Réunions internationales

Par rapport à 1983, le nombre de réunions et conférences internationales convoquées à Genève par les 15 **OIG** reste inchangé en 1984, mais le nombre de séances tenues fléchit légèrement (- 1,1 %) tandis que celui des délégués progresse (+ 6,6 %). Une évolution assez semblable est enregistrée par les 10 **principales OING** : conférences - 1,4 %; séances : - 3,4 %, délégués : + 6,9 %.

85-86 Les perspectives annoncées en avril dernier par les **OIG** font état d'une stabilisation des effectifs, d'une augmentation des dépenses engagées et d'une stabilité du nombre de réunions internationales.

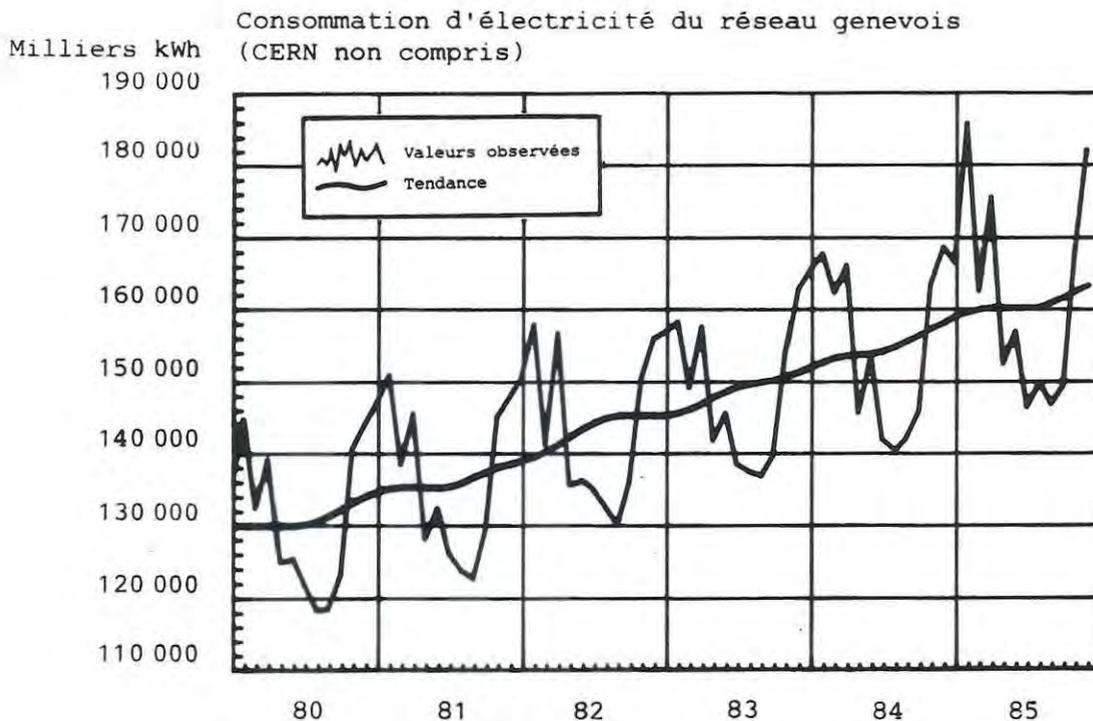
3. CONSOMMATION

3.1 ELECTRICITE

	Consommation (1 000 Kwh)		Variation par rapport à la période précédente (%)	
	Réseau genevois ¹⁾ (CERN non compris)	dont principales entreprises industrielles ²⁾	Réseau genevois (CERN non compris)	dont principales entreprises industrielles
1980	1 581 062	155 600	+ 3,4	+ 1,8
1981	1 641 574	161 289	+ 3,8	+ 3,7
1982	1 725 822	161 289	+ 5,1	+ 0,0
1983	1 787 267	167 919	+ 3,6	+ 4,1
1984	1 865 300	167 370	+ 4,4	- 0,3
1985	1 953 228	*	+ 4,7	*
Janv.-sept.				
1982	1 262 104	119 699	+ 5,4	+ 0,1
1983	1 304 836	124 858	+ 3,4	+ 4,3
1984	1 366 340	125 286	+ 4,7	+ 0,3
1985	1 426 359	128 935	+ 4,4	+ 2,9

1) Le territoire desservi par les Services Industriels de Genève dépasse légèrement le canton.

2) Cette série porte sur les entreprises industrielles au sens de la loi sur le travail occupant plus de 20 ouvriers et consommant plus de 60 000 kWh par an.



3.1 ELECTRICITE

1985 En 1985, la consommation du réseau genevois (à l'exclusion du CERN) a atteint 1 953 228 milliers de Kwh, soit 87 928 de plus qu'en 1984 (+ 4,7 %). Cette augmentation représente 15 jours de la consommation annuelle de 1984; autrement dit, les Services industriels ont dû se procurer l'équivalent de deux semaines de consommation supplémentaire. Il est peu probable que cet accroissement de la demande d'électricité ait été comblé par la production locale car celle-ci ne couvre qu'un faible pourcentage des besoins (37,5 % en 1984). La production genevoise d'électricité n'est pas encore connue pour 1985.

La consommation de l'industrie n'est disponible que pour les trois premiers trimestres de l'année. Par comparaison avec la même période de 1984, la demande d'électricité a augmenté de 2,9 %. Quelques établissements nouveaux ont été introduits dans l'échantillon, et ce taux dépasse quelque peu celui que l'on aurait enregistré si l'on avait conservé les mêmes établissements pour les deux années. L'accroissement est, dans tous les cas, moins fort que celui de l'ensemble du réseau.

En conservant la même structure de l'échantillon pour les deux années, il devient possible de faire des comparaisons par secteur économique. On constate ainsi que deux branches ont vu leur consommation diminuer : il s'agit de la métallurgie (- 6,3 %) et des machines et appareils (- 4,4 %). Les autres secteurs enregistrent une évolution positive; parmi ceux-ci, les plus forts développements apparaissent dans l'horlogerie et la bijouterie (+ 15,3 %), les arts graphiques (+ 6,9 %) et la chimie (+ 4,5 %).

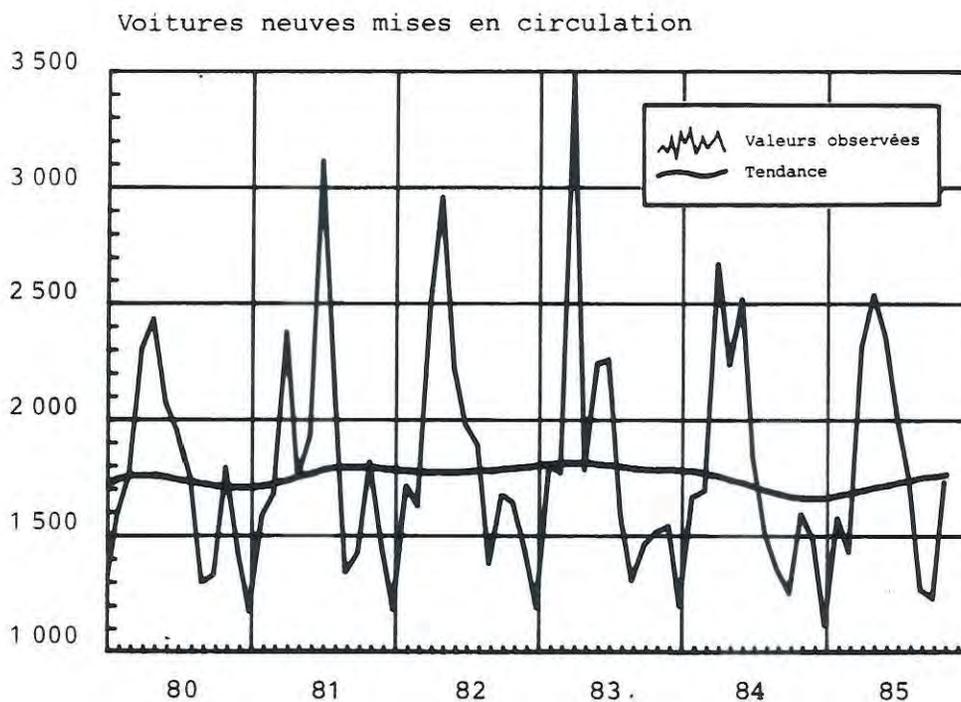
1986 On ne dispose pas de données autorisant une prévision pour la consommation de 1986.

3.2 AUTOMOBILES

Voitures de tourisme neuves mises en circulation dans le canton de Genève

	Ensemble des pays fabricants		Variation par rapport à la période précédente
	Nombre		%
1980	20 880		+ 3,7
1981	21 823		+ 4,5
1982	22 198		+ 1,7
1983	21 986		- 1,0
1984	20 928		- 4,8

Ensemble des pays fabricants	dont				
	RFA	France	Italie	Japon	
Janv.-oct. 1983	19 237	7 781	2 572	3 177	4 800
1984	18 342	7 543	2 392	3 150	4 453
1985	18 207	7 242	2 784	2 745	4 498



3.2 AUTOMOBILES

1985 Depuis 1983, Genève enregistre une baisse du nombre des voitures neuves mises en circulation. Néanmoins, avec 18 207 véhicules neufs recensés au cours des mois de janvier à octobre, le repli est moins prononcé en 1985 (- 0,7 %) qu'en 1984 (- 4,7 %).

L'évolution du marché varie considérablement en fonction du pays fournisseur. Pour les voitures européennes, l'Allemagne et l'Italie voient leur part de marché s'affaiblir, alors que celle de la France augmente. Grâce à une progression de 16,4 % de l'immatriculation de voitures neuves, la France devient le troisième fournisseur du marché genevois, après l'Allemagne et le Japon. Le recul de l'effectif des voitures neuves allemandes est de 4 %, celui des italiennes de 12,9 %. La performance française est unique depuis l'existence de cette statistique, ce pays ayant jusqu'ici constamment enregistré un rétrécissement de ses ventes à Genève. Le deuxième trimestre joue un rôle prépondérant dans ce retournement de situation, avec des taux de variation annuelle de 45 % en avril et de 32 % en mai comme en juin. Quant au recul italien, il est de 35 % en mars, 22 % en juin et 23 % en juillet. Parmi les pays non-européens, le Japon s'attribue 98 % du marché; il enregistre une progression de 1 % de ses ventes.

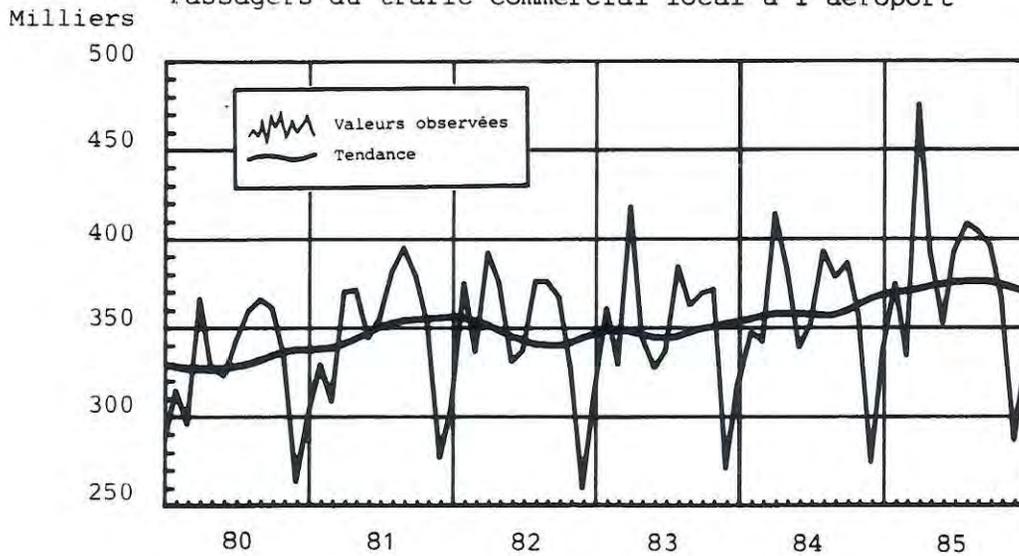
1986 On ne dispose pas d'informations permettant d'établir une prévision pour l'année 1986.

3.3 TRAFIC AERIEN

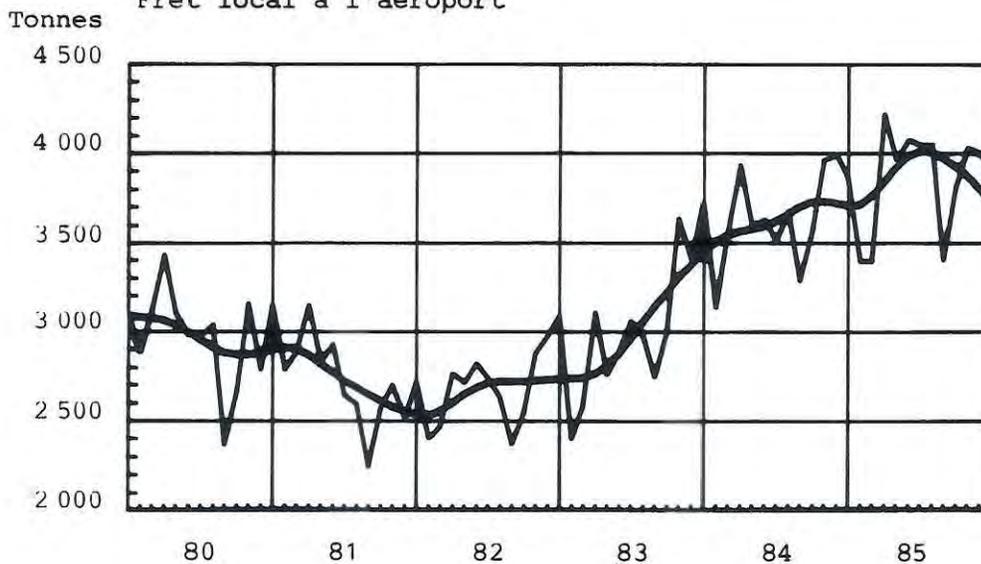
Trafic commercial à l'aéroport de Cointrin

	Trafic passagers				Variation par rapport à la période précédente				
	Trafic passagers		Poste et fret	dont fret local	Trafic passagers		Poste et fret	dont fret local	%
	Total	dont local			Total	dont local			
	Nombre		Tonnes						
1980	4 539 303	3 963 633	68 446	35 789	- 2,6	- 1,4	0,0	- 1,8	
1981	4 738 938	4 180 538	66 737	32 706	+ 4,4	+ 5,5	- 2,5	- 8,6	
1982	4 707 218	4 179 577	67 059	32 563	- 0,7	+ 0,0	+ 0,5	- 0,4	
1983	4 747 382	4 206 803	75 453	36 441	+ 0,9	+ 0,7	+ 12,5	+ 11,9	
1984	4 911 547	4 315 315	87 228	43 832	+ 3,5	+ 2,6	+ 15,6	+ 20,3	
1985	5 150 596	4 526 445	89 400	46 315	+ 4,9	+ 4,9	+ 2,5	+ 5,7	

Passagers du trafic commercial local à l'aéroport



Fret local à l'aéroport



3.3 TRAFIC AERIEN

1985 Passagers

L'évolution du nombre de passagers (+ 4,9 % en un an) est très positive; la barre des cinq millions de voyageurs a été franchie en 1985. Tous les types de passagers participent dans la même proportion à ce résultat : le nombre des passagers locaux croît de 4,9 %, celui des voyageurs en transit augmente de 4,7 %. Des écarts plus importants apparaissent, en revanche, lorsqu'on compare le type de vol (régulier, charter) ou la nationalité du transporteur.

Les vols commerciaux non réguliers (charter, taxi) ont transporté 559 409 voyageurs de janvier à décembre; cela se traduit par une hausse de 6,9 % (+ 35 997 passagers) par rapport à 1984. L'augmentation du nombre de passagers des vols réguliers est bien supérieure, + 203 052 pour un total de 4 591 187 voyageurs, mais, exprimée en pourcentage (+ 4,6 %), elle est inférieure au trafic non régulier.

En prenant comme point de vue la nationalité des compagnies, on constate que l'évolution bénéficie avant tout aux transporteurs étrangers : + 7,1 % pour un total de 2 501 148 passagers. Le développement des compagnies suisses est plus faible : 2,9 % d'augmentation conduisant à un total de 2 649 448 passagers. Leur part, qui était encore de 59,1 % en 1981, n'est plus que de 51,4 % en 1985. Peut-être verra-t-on dans quelques mois le nombre de passagers utilisant les transporteurs étrangers dépasser celui des compagnies helvétiques ?

Sur le plan des compagnies suisses, le succès de Crossair mérite d'être mentionné : en véhiculant 62 335 passagers, elle réalise une croissance de 20,8 % (+ 10 736 passagers). Les résultats de Swissair, bien que plus modestes en pourcentage (+ 1,7 %), représentent 2 463 533 passagers sur les vols réguliers (+ 40 697). Il faut rappeler qu'à la même époque de l'année dernière, le nombre de passagers transportés par Swissair accusait une baisse de 1,8 %.

Mouvements d'avions

Le nombre de mouvements d'avions a augmenté pour tous les types de trafic à l'exception des vols non commerciaux qui, avec 47 252 mouvements, enregistrent une baisse de 4,5 %.

De manière générale, les taux de croissance exprimés en termes de mouvements d'avions sont légèrement inférieurs à ceux exprimés en termes de nombre de passagers : influence des gros porteurs ? amélioration du coefficient de remplissage ? Les données à disposition ne permettent pas de répondre.

Le total des vols commerciaux croît de 4,3 % (80 863 mouvements). Le taux de croissance des vols de ligne est également de 4,3 %, celui des vols non réguliers se fixe à 4,1 %. Les compagnies suisses augmentent très peu leur offre (+ 0,9 %) alors que les transporteurs étrangers réalisent un taux de croissance de 8,4 %.

Fret

La croissance du fret et de la poste, très forte en 1983 et 1984, fléchit en 1985. L'augmentation annuelle, qui était de 15,6 % en 1984, se réduit à 2,5 % en 1985. Il est intéressant de noter que le fret de transit diminue de 2,2 % (34 153 tonnes), et que le fret local croît, pour sa part, de 5,7 % (46 315 tonnes). Seul le trafic postal réalise une croissance plus forte que l'an passé (+ 1,6 % en 1984, + 5,6 % en 1985); sa part à la totalité du fret est certes assez modeste : 8 932 tonnes soit 10,0 %.

1986 Les prévisions de l'aéroport tablent sur une hausse d'environ 4,5 % du nombre de passagers, soit 5 380 000 voyageurs au total.

3.4 LOGEMENTS INOCCUPÉS, NOUVELLES DEMANDES DE LOGEMENTS ET LOCAUX COMMERCIAUX VACANTS

Logements inoccupés et locaux commerciaux vacants¹⁾

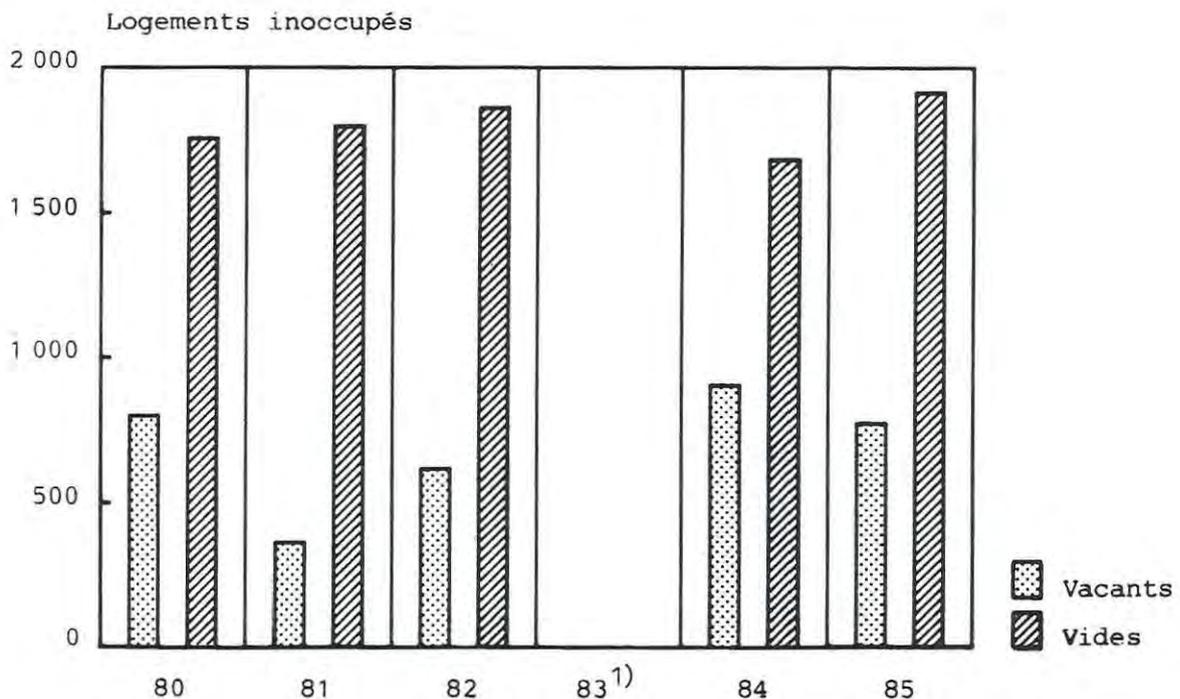
	Logements inoccupés				Locaux commerciaux vacants (en m ²)					
	Vacants			Total Inoccupés	Bureaux	Arcades	Ateliers	Dépôts	Inconnu	Total
	Vides	Meublés	Non meublés							
1980	880	115	285	1 280	17 761	9 027	120	8 754	-	35 662
1981	900	29	153	1 082	5 628	5 742	3 403	7 433	-	22 206
1982	932	56	253	1 241	6 095	5 243	1 468	3 542	-	16 348
1983	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
1984	843	50	404	1 297	5 718	3 000	29	2 208	-	10 955
1985	959	34	353	1 346	7 528	2 524	1 587	1 874	-	13 513

1) Pas de relevé en 1983, dès 1984 situation au 1er juin.

Mouvement des demandes de logements¹⁾ émanant de personnes congédiées ou désirant changer de logement¹⁾

	Congédié ou sans logement	Echange	Total
1980	4 221	4 322	8 543
1981	4 216	3 961	8 177
1982	<u>3 864</u>	<u>3 562</u>	<u>7 426</u>
1983	1 843	1 220	3 063
1984	2 139	1 411	3 550
1985	2 247	1 511	3 758

1) Connues de l'office du logement social jusqu'en 1982 et enregistrées à l'office du logement social dès 1983 (voir texte ci-contre).



1) Pas d'enquête en 1983.

3.4 LOGEMENTS INOCCUPES, DEMANDE DE LOGEMENTS ET LOCAUX COMMERCIAUX VACANTS

1985 Logements inoccupés

L'enquête annuelle de l'OFIAMT sur les logements vacants a lieu, depuis 1984, le 1er juin et non plus le 1er décembre. De ce fait, il n'y a pas eu de relevé en 1983.

Au total, le nombre des logements inoccupés - vides ou vacants - se situe depuis quatre ans aux environs de 1 100-1 300. Il a légèrement augmenté entre les deux derniers relevés (+ 49 ou + 3,8 %), passant de 1 297 en juin 1984 à 1 346 en juin 1985. Cette relative stabilité recouvre une augmentation des vides (+ 116 ou + 13,8 %), accompagnée d'une diminution des vacants (- 67 ou - 14,8 %). Les 1 346 logements inoccupés en juin 1985 se répartissent de la manière suivante : 959 logements vides, 34 logements vacants meublés et 353 vacants non meublés, dont 116 villas et 109 appartements à vendre. Compte tenu d'une augmentation nette de 1 503 logements du parc existant, le taux de vacance - déjà faible - passe de 0,26 % à 0,22 %.

Demande de logements (connue de l'office du logement social)

Depuis janvier 1983, l'office du logement social ne prend plus en compte que les demandes lui étant directement adressées. De ce fait, les derniers chiffres ne peuvent être comparés que depuis 1983. La demande totale a augmenté de 208 (soit 5,9 %), passant de 3 550 en 1984 à 3 758 en 1985. Le taux d'augmentation est plus faible dans la catégorie des "congédiés ou sans logement" (5,0 %) que dans celle des "échanges" (7,1 %). D'autre part, ce sont toujours les logements de 3 et 4 pièces qui font l'objet de la plus forte demande (environ les trois quarts du total).

Locaux commerciaux vacants

La surface totale des locaux commerciaux vacants a augmenté, passant de 10 955 m² en 1984 à 13 513 m² en 1985, soit une augmentation de 23,4 %. Par catégorie, la hausse concerne les bureaux et les ateliers, alors que la surface vacante des arcades et des dépôts a diminué. Les taux de vacance ne peuvent être calculés faute de données récentes, mais ils sont de toute évidence très faibles.

1986 Logements inoccupés

Compte tenu de l'évolution du mouvement de la construction, on ne doit pas s'attendre à une forte évolution des taux de vacance, qui resteront faibles.

Demande de logements

Peu de changements à attendre : la demande, orientée à la hausse à fin 1985, restera forte.

Locaux commerciaux vacants

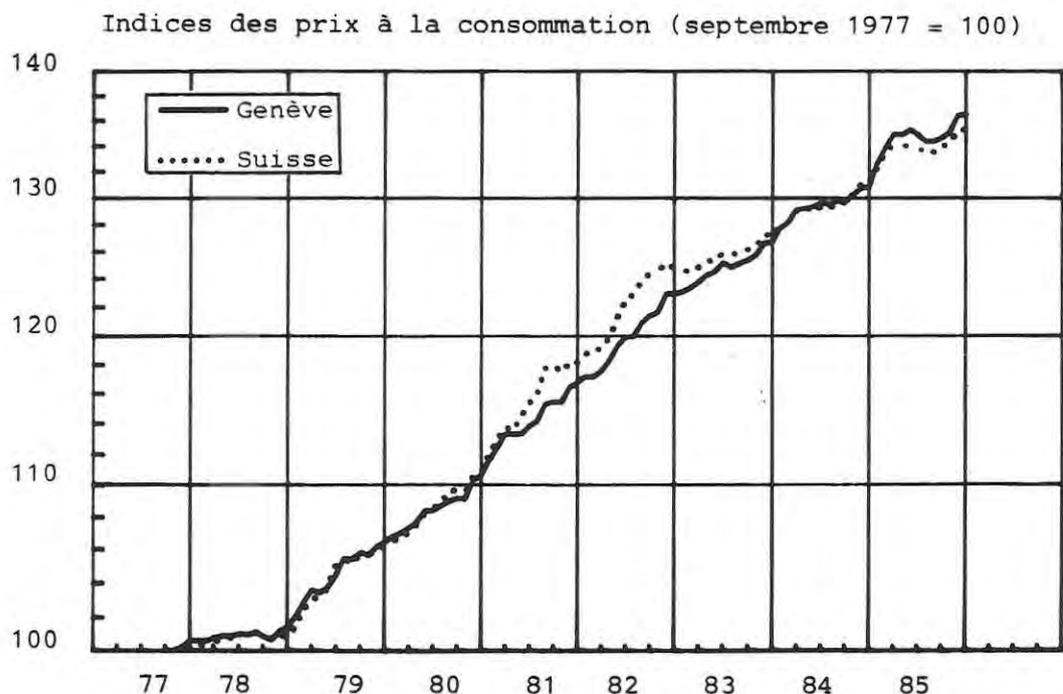
Les éléments d'appréciation manquent, mais une modification importante des surfaces commerciales vacantes paraît improbable.

3.5 PRIX A LA CONSOMMATION

Variations annuelles de l'Indice genevois des prix à la consommation, de décembre à décembre, (en %)

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
INDICE GENERAL	4,0	5,5	5,3	3,1	3,2	4,3
. dont selon le groupe de dépenses						
Alimentation	7,0	7,8	5,9	4,2	3,2	3,9
Boissons et tabacs	3,6	6,0	6,2	0,8	2,3	3,8
Habillement	3,9	5,8	5,1	4,8	2,9	4,5
Loyer	1,7	3,0	7,9	4,6	4,7	5,7
Chauffage et éclairage	- 3,2	6,3	6,7	- 6,1	6,9	3,2
Aménagement et entretien du logement	4,0	4,9	4,7	2,0	2,0	2,7
Transports et communications	3,0	2,2	1,9	1,3	3,4	2,8
Santé et soins personnels	4,5	7,2	4,3	5,1	1,8	2,6
Instruction et loisirs	6,4	7,1	4,5	3,9	2,2	6,1
. dont selon le genre de biens						
Marchandises	4,4	6,0	4,7	1,9	2,1	2,8
. Marchandises non durables	4,9	6,4	5,4	2,0	2,3	3,1
. Marchandises durables	2,3	3,9	1,5	1,5	1,2	1,4
Services	3,4	4,9	5,9	4,4	4,4	5,7
. Services privés	3,3	5,5	6,2	4,2	3,4	5,8
. Services publics	3,9	0,6	3,8	5,9	10,7	4,8
. dont selon l'origine des biens						
. Marchandises et services indigènes	4,0	5,5	5,6	3,9	3,9	4,7
. Marchandises importées	3,9	5,2	4,3	1,4	1,7	3,1
Variations des moyennes annuelles de l'Indice général	3,8	5,3	4,9	4,1*	3,7	4,0
Pour information : INDICE SUISSE DES PRIX A LA CONSOMM.						
. Variations annuelles (déc.-déc.)	4,4	6,6	5,5	2,1	2,9	3,2
. Variations des moyennes annuelles	4,0	6,5	5,7	2,9*	2,9	3,4

* Changement de base de l'Indice en décembre 1982. La variation moyenne de 1982 est obtenue par raccordement.



3.5 PRIX A LA CONSOMMATION

1985 Calculé de décembre à décembre, le taux annuel de renchérissement atteint 4,3 % à Genève en 1985. Plus marqué qu'en 1984 (3,2 %) et 1983 (3,1 %), il est identique à la moyenne des augmentations annuelles de prix des cinq dernières années (4,3 %) mais dépasse la moyenne des hausses des dix années écoulées (3,4 %).

L'augmentation annuelle de l'indice suisse des prix est plus faible en 1985 (+ 3,2 %) que celle de l'indice genevois, comme ce fut déjà le cas en 1983 et 1984. Ces écarts découlent principalement de décalages temporels dans le mouvement des prix, qui sont particulièrement sensibles pour les tarifs publics et les loyers. A moyen et long termes, ces écarts se compensent dans une large mesure. Ainsi, pendant les trois dernières années, la hausse des prix à Genève a dépassé de 2,6 points celle de l'ensemble de la Suisse (11,1 % contre 8,5 %) alors que durant les quatre années antérieures un écart inverse de 2,3 points avait été constaté (21,2 % contre 23,5 %).

En 1985, la Suisse a perdu quelques places dans le palmarès des pays à bas taux de renchérissement. En novembre, dernier mois disponible pour des comparaisons internationales, les Pays-Bas (1,7 %), l'Allemagne fédérale (1,8 %), le Japon (1,9 %) et l'Autriche (2,6 %) enregistrent des taux de renchérissement inférieurs à la Suisse (3,1 %), qui est suivie de près par le Danemark (3,4 %) et les Etats-Unis (3,6 %). Pour l'ensemble des pays de l'OCDE, il s'établit à 4,5 % et, en automne 1985, on relève, pour ce groupe de pays, le taux d'augmentation annuel des prix le plus bas depuis l'hiver 1968-69.

Le mouvement des prix de cette année a été caractérisé à Genève par une forte poussée au premier trimestre (+ 3,0 %), consécutive à l'extrême rigueur de l'hiver et à l'envolée du cours du dollar : les hausses des produits frais - fruits et légumes surtout - et des produits pétroliers furent les moteurs de la hausse. Le niveau des prix resta quasiment stable durant les 6 mois suivants, avant d'augmenter de 1,3 % au quatrième trimestre. Pour l'ensemble de l'année, les hausses les plus fortes portent sur l'instruction et les loisirs (6,1 %) - en particulier sur les services privés inclus dans ce groupe (+ 8,1 %) - , les loyers (5,7 %), sous l'influence des prix de location des logements neufs, et des prix de l'habillement (4,5 %). Après avoir fortement augmenté au cours de l'année, les produits pétroliers rejoignent, en décembre, leur niveau de fin 1984 (- 0,3 %).

Une accélération sensible de la hausse des prix est constatée pour les marchandises non durables par rapport à l'année précédente alors que la progression des prix des biens durables continue de s'inscrire à un bas niveau. En 1985, les hausses des tarifs publics (4,8 % en moyenne) sont plus modérées et moins nombreuses que durant les deux années précédentes. Elles concernent les tarifs des CFF (5,2 %), de l'électricité (10,6 %) et des établissements hospitaliers (9,4 %). Les services privés jouent au contraire un rôle moteur dans le renchérissement (5,8 % d'augmentation en un an).

Comme lors des années précédentes, les prix des marchandises importées progressent plus faiblement (3,1 %) que ceux des biens et services indigènes (4,7 %). Pour les cinq dernières années, ces derniers augmentent de 4,7 % l'an en moyenne contre 3,1 % pour les articles importés. L'examen de ces chiffres montre que le "taux de renchérissement indigène" reste assez stable d'une année à l'autre et se maintient à un niveau relativement élevé.

1986 La plupart des prévisions d'évolution des prix à la consommation pour la Suisse font état d'une décélération du mouvement des prix en 1986 et donnent pour probable un taux de renchérissement de l'ordre de 2,0 % - 2,5 %. En raison de la nature des écarts récents entre les taux d'augmentation des prix de Genève et de la Suisse, on peut escompter, pour 1986, sauf pour les loyers, une évolution plus modérée à Genève que dans le reste du pays.

Toutefois, le SCS estime que les prévisions de "taux d'inflation" pour la Suisse sont trop optimistes pour 1986 et il considère comme probable un taux de renchérissement annuel compris entre 2,6 % et 3,4 % à fin 1986, à Genève. (Cette prévision correspond à celle qu'il a faite en juin dernier). Parmi les facteurs de modération de l'évolution des prix, on relève la baisse du cours du dollar et la probable appréciation du franc par rapport aux autres monnaies, le tassement de la croissance économique, le maintien à un bas niveau des prix des produits de base et des matières premières et, surtout, le recul marqué des prix des produits pétroliers. En revanche, la politique monétaire restera neutre - la révision à la baisse de l'objectif monétaire de la BNS ne fait qu'accompagner le ralentissement attendu de l'activité économique - et la demande des consommateurs continuera d'augmenter en raison des ajustements de salaires pratiqués en fin d'année. Enfin, compte tenu des nombreuses imperfections de la concurrence en Suisse, il semble difficile d'obtenir, sauf événements extraordinaires (envolée du cours du franc, dépression économique), des taux de renchérissement inférieurs à environ 3 %, ce chiffre étant souvent qualifié de "socle inflationniste".

3.6 SALAIRES ET MOUVEMENT DE FONDS DES CCP

Salaires versés dans le canton¹⁾

	1000 F	Variation en % par rapport à la période précédente
1980	5 908 383	+ 9,8
1981	6 421 309	+ 8,7
1982	7 094 363	+ 10,5
1983	7 730 114	+ 9,0
1984	8 268 250	+ 7,0

1er-3e
trim.

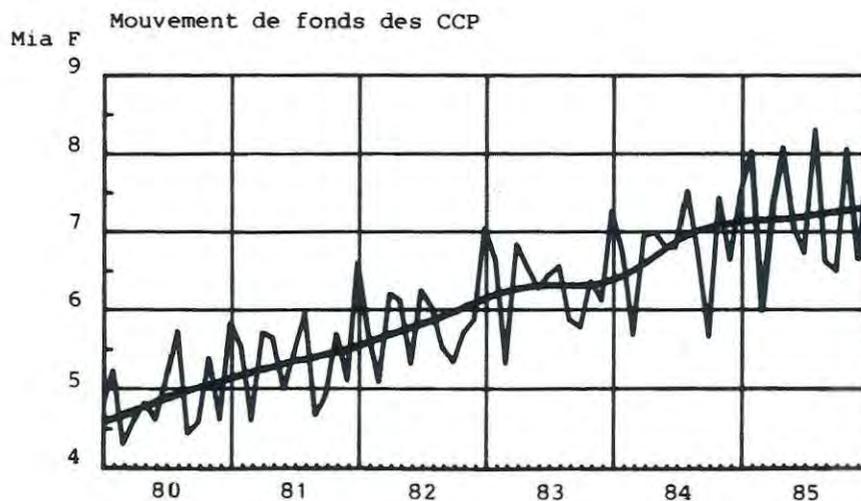
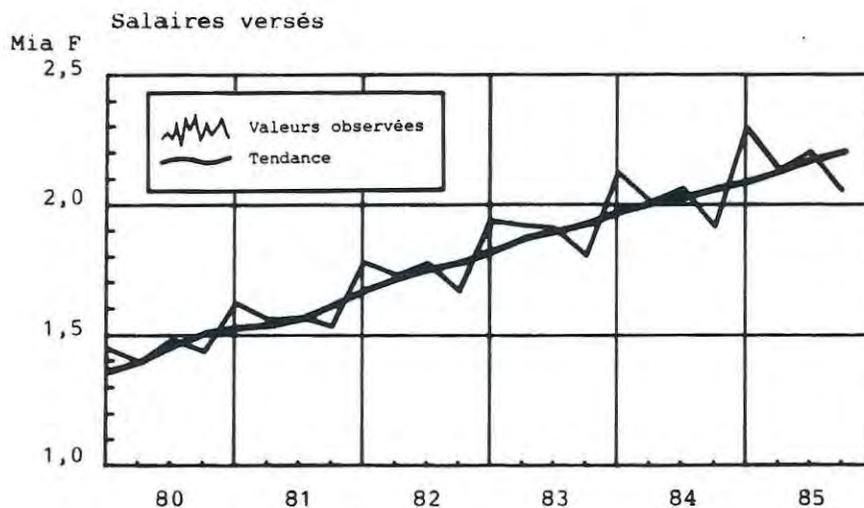
1982	5 161 102	+ 11,1
1983	5 611 669	+ 8,7
1984	5 975 904	+ 6,5
1985	6 378 995	+ 6,7

1) Résultats de l'enquête trimestrielle auprès des administrations publiques, des grandes entreprises et des principales caisses de compensation du canton; organisations internationales gouvernementales non comprises.

Mouvement de fonds total des CCP²⁾

	Mio F	Variation en % par rapport à la période précédente
1980	59 274,7	+ 9,4
1981	64 845,3	+ 9,4
1982	70 101,8	+ 8,1
1983	76 019,9	+ 8,4
1984	81 448,8	+ 7,1
1985	87 603,1	+ 7,6

2) Arrondissement de Genève.



3.6 SALAIRES ET MOUVEMENT DE FONDS DES CCP

Salaires

1985 La masse salariale versée par les entreprises du canton (organisations internationales gouvernementales non comprises) connaîtra vraisemblablement, en 1985, un taux de croissance proche de 7,5 %, soit une progression inférieure à celle des années 1980 à 1983 au cours desquelles le taux annuel moyen d'augmentation s'est inscrit à 9,5%, mais légèrement supérieure à celle observée en 1984.

Les résultats disponibles pour les trois premiers trimestres de l'année indiquent une croissance de la masse salariale de 6,7 % en termes nominaux depuis le début de l'année et de 2,6 % en termes réels, compte tenu d'une hausse moyenne de l'indice genevois des prix à la consommation de 4,0 %¹⁾. Cette hausse de 2,6 %, identique à la progression observée au cours des neuf premiers mois de 1984, découle à la fois de l'augmentation réelle des salaires et de celle du nombre des emplois dans le canton.

1986 Les grandes banques et divers instituts qui élaborent des prévisions pour l'économie suisse prédisent une augmentation de la rémunération des salariés de l'ordre de 4,5 à 5,5 %.

Mouvement de fonds des CCP

1985 Le mouvement de fonds total des CCP de l'arrondissement de Genève s'est élevé à 87,6 milliards de francs sur l'ensemble de l'année. Le taux de progression se chiffre à 7,6 % en un an. Il est légèrement supérieur à l'augmentation annuelle de 1984 (+ 7,1 %).

1986 Compte tenu, d'une part, d'un ralentissement escompté du renchérissement et, d'autre part, d'une tendance orientée à la hausse, on peut s'attendre, pour 1986, à une croissance du mouvement de fonds total au moins égale à celle de 1985. Elle pourrait même approcher les 8 %.

1) La hausse de l'indice de 4,0 % est calculée en divisant l'indice mensuel moyen de la période janvier à septembre 1985 (109,3) par celui de la période janvier à septembre 1984 (105,1). Le passage de l'accroissement de la masse salariale en termes nominaux (+ 6,7 %) à l'accroissement en termes réels (+ 2,6 %) est obtenu en divisant le coefficient d'accroissement de la masse salariale (1,067) par celui de l'indice (1,040).